



le peuple breton

7f

Aujourd'hui, être libre c'est être informé

N° 219 - MARS 1982

BRETAGNE QUELLES RADIOS ?



M 2331 - 219 - 7,00 F

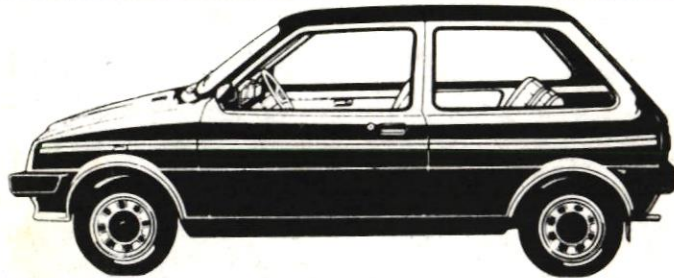
L'U.D.B. AUX CANTONALES

Le Peuple Breton

René Guillou vous propose

Sa nouvelle

MÉTRO



modèles 4, 5 et 6CV à partir de:

27.900^F*

* Prix clés en main au 1.03.82



Leyland

SÉBASTOPOL AUTOMOBILE

56, rue Sébastopol et 231, rue J.-Jaurès - BREST

Téléphone : 44.70.48 - 44.19.79 et 80.17.59

**+ VASTE L'ESPACE
+ LARGE LE CHOIX
+ SURPRENANT LE STYLE
- CHER LES PRIX**



LE 33 T QU'IL
CHERCHAIT
DEPUIS SI
LONGTEMPS

dialogues

37 RUE PASTEUR - BREST

LE NOUVEAU RAYON DISQUES.

CAFE DES MOUETTES

GUINNESS A LA PRESSION

—
PORT DE COMMERCE

BREST

Tél. 44-33-21

BAR - CRÊPERIE

"CHEZ TOM"

Guinness et Gueuze à la pression

18, rue Notre-Dame - 29260 LESNEVEN

Tél. 83.15.14

Dégustation à l'étage - Crêpes à emporter

EPIA-INFORMATIQUE

Contrats de formation continue avec entreprises

Formons :

opératrices

de TRAITEMENT de TEXTE

de saisie

comptables programmeurs

ANALYSTES-PROGRAMMEURS

Ordinateurs :

61 multipostes CII-HB

TRS 80

APPLE II

CV et lettre manuscrite à

EPIA, 2, Venelle de Kergos - 29000 Quimper

les presses bretonnes

Z.I. « Les châtelets », PLOUFRAGAN/SAINT-BRIEUC

Téléphone : (96)94.01.44

Imprimerie TYPO-OFFSET - FORMULAIRES EN CONTINU



habillemens
suivant
votre style...



AUX
VETEMENTS

Laurans

BREST • PLOUGUERNEAU • LESNEVEN

Souscription permanente pour le progrès du «Peuple Breton»

CHERCHEZ LA MANNE

Les lecteurs attentifs (oh, le beau pléonasme !) n'auront pas omis de remarquer que nous parlons souvent argent dans cette mini-rubrique. Comme, jusqu'à présent, aucun courrier ne nous est parvenu nous signifiant de stopper le manège ou tout au moins de passer au ton en dessous, il n'y a aucune raison pour qu'on s'arrête en si bon chemin. Pour, ce mois-ci, simplement signaler la bonne tenue de notre liste de souscription (accrochez-vous...) comme on peut le constater ci-dessous. Pour aussi signaler que, côté subvention, on attend toujours l'arrivée d'aides à la presse écrite. Venue qui se fait désirer chaque jour davantage, au contraire de la manne qui déjà tombe dans l'escarcelle de quelques autres media, « audios » ceux-là (à ce sujet, lire notre dossier radios). Ça débarque à pleines charretées de briques. Notre maison nous, eh ben, on la bâtit avec les moyens du bord. Et on n'est pas les seuls à ne pas encore faire partie des « priorités »...

3^e liste

B. Mikaelian, Moisselles (95)	50,00
A. Mourret, Cergy (95)	30,00
B. Kloareg, St-Pol-de-Léon	30,00
A.M. Gourves, Paris (75)	30,00

« LE PEUPLE BRETON »

Mensuel

**Boîte Postale 304
29273 BREST CEDEX
Tél. : (98)46.18.24**

●
Rédaction : Pierre Gallais
Directeur de la publication :
Jean Guéguénat

ABONNEMENTS

Ordinaire : 70 F

De soutien : à partir de 90 F

Etranger : 85 F

Etranger (par avion) : 105 F
C.C.P. 2365-76 RENNES

●
Composition mécanique
Imprimerie de l'Iroise - Brest
Publication inscrite à la C.P.P.A.P. n° 41 387

Dépôt légal : 1^{er} trimestre

CHANGEMENTS D'ADRESSE

Pour tout changement d'adresse nous demandons à nos abonnés de nous écrire en joignant ou en recopiant leur dernière bande d'expédition du journal et en joignant 2,00 F en timbres pour frais. Merci d'avance.

J.F. KERVERN

LA NATURE DANS

VOTRE SALLE DE BAINS

29214 LANDEDA - Tél. (98)04.93.10

C. Gouzien, Pont-l'Abbé	30,00
L. Bernauda, St-Thibault (76)	30,00
G. Molac, Plomodiern	30,00
A. Quéinnec, Muzillac	50,00
C. Le Borgne, Elven	30,00
Vente à la criée, Lanester	21,00
G. Arnous, Arcueil (95)	20,00
J.Y. Birrien, Brest	20,00
J. Le Masson, St-Malo	50,00
M. Le Devic, St-Malo	20,00
G. Provost, Rennes	30,00
M. Donovan, Canada	15,00
A. Peresse, RFA	20,00
H. Almin, Pleneuf	30,00
D. Soublin, Sotteville-les-Rouen (76)	30,00
J.F. Gillet, Sotteville les Rouen (76)	30,00
Y. Coriou, Houilles (47)	20,00
J.P. Le Goc, Nantes	30,00
A. Ropars, Canada	30,00
M. Madec, Lamballe	30,00
L. Bihannic, St-Malo	30,00
H. Cosset, St-Sébastien sur Loire	50,00
M. David, Rennes	100,00
H. Le Guillerm, St-Malo	100,00
Y. Libouban, Guingamp	20,00
M. Rannou, Rennes	20,00
M. Lautredou, La Ravoie (73)	30,00
A. Servat, Cholet (49)	20,00
J.F. Mener, Plouzané	10,00
G. Cocadin, Nantes	20,00
L. Denouel, Châteauneuf I.V.	10,00
A. Le Ray, Plaudren	30,00
G. Merel, Nantes	30,00
A. Lidl, Belgique	20,00
P. Guérin, Brest	20,00
J. L'Hostis, La Verpillière (38)	30,00
P. Mell, Quimper	20,00
M.P.T. Belleme, Brest	30,00
J.L. Blivet, La Varenne St-Hilaire (94)	30,00
D. Le Ster, Neuvy Le Roi (37)	20,00
F. Jestin, Bourg Blanc	20,00
Y.B. Moazan, Roazon	10,00
P. Huitorel, Gourin	20,00
M. Lollier, Brest	30,00
M. Mahé, St-Cadou	20,00
Y. Russon, Colmar (68)	80,00
R. Le Moan, La Varenne St-Hilaire (94)	20,00
J.P. Gouillou, Brest	30,00
P. Moal, Plonévez-Lochrist	20,00
X. Quintin, Aix en Provence (13) ..	30,00
J.J. Audebert, Couzeaucourt (59) ..	20,00
Y. Delalande, St-Malo	20,00
B. Daniel, Le Blanc Mesnil (93)	20,00
P. Rannou, Douarnenez	20,00
A. Le Gentil, Le Conquet	30,00
P. Le Joncour, Douarnenez	20,00
M. Guillemot, Limoges (87)	20,00
J.F. Le Meur, Argenteuil (95)	20,00
L. Guihard, Villejuif (94)	30,00
Y. Roquet, St-Malo	20,00
R. Pellen, St-Benoit (86)	20,00
A. Tassel, Vigneux de Bretagne ..	50,00

Total 3^e liste

Report des listes précédentes

TOTAL

SOMMAIRE

EDITORIAL

POURQUOI NOUS ALLONS
AUX CANTONALES ? 4

SOCIÉTÉ

DOSSIER : QUELLES RADIOS
POUR LA BRETAGNE ? 6 à 13

ECONOMIE

CHRONIQUE DES ANNÉES DE CRISE 15

NUCLÉAIRE

DES NOUVELLES DU CARNET 20

SOCIAL

MÉCANIQUE D'UNE OCCUPATION . 17

POLITIQUE

CONTRIBUTION POUR UN CONGRÈS 14
LES CANDIDATS UDB
AUX CANTONALES 21

HUMEUR

L'EXIL DE PIERRE MAUROY 5

UN JOUR AVEC

RENÉ RICHARD 11

INTERNATIONAL

DOSSIER IRLANDE/2. : ANALYSES
ET INTERVIEWS 22 à 26

LIVRES

RENNES NAGUÈRE :
UNE CONJONCTION RÉUSSIE 28
INDICATEUR POUR L'ILLE-ET-VILAINE 29

LANGUE BRETONNE

SKOL AN EMSAV SUR LE TERRAIN . 19

B.D.

SERGE MONFORT 32

CINÉMA

L'ATALANTE 27

N'EN JETEZ PLUS !

LE BRO-GOZH DES ROUGES —
VOUS AVEZ BIEN DIT
DÉCENTRALISATION ? 18

RUBRIQUES

CHICHE ? 5
P.B. SERVICE 20
COURRIER 30

Edito

*Une agriculture pour laquelle
on ne peut envisager un
avenir qui soit indifférencié
dans l'ensemble français...*



D.R.

POURQUOI NOUS ALLONS AUX CANTONALES

Le quatorze mars, l'Union Démocratique Bretonne va présenter aux élections cantonales un nombre record de candidats : quarante-six, contre trente-quatre en 1979 et dix-sept en 1976.

L'UDB tomberait-elle à son tour dans l'électorisme ? Les législatives, élections politiques s'il en est ne seraient-elles pas suffisantes, et pourquoi l'UDB irait-elle "porter la lutte des classes dans les problèmes d'adduction d'eau" pour reprendre l'expression d'un héraut du giscardisme, et à plus forte raison la lutte pour l'autonomie ? D'abord pour prouver notre implantation : il est assez pénible de voir apparaître, le temps d'un scrutin, les porte-parole de partis qui ne se manifestent que le temps d'une campagne (trois petits tours à la télé...) et puis s'en vont. Ensuite parce que les élections, et en particulier celles-ci, qui touchent aux problèmes concrets des gens, s'inscrivent dans une démarche anticolonialiste... En Bretagne la droite est encore dans trop d'endroits en position de force. Et quelle droite ! Celle qui a abandonné toute fierté. Celle qui n'a perçu d'autre avenir que dans l'ombre des décisions parisiennes, heureuse quand quelque retombée lui permet de se mettre en valeur.

Tant qu'elle sera détentrice d'un pouvoir, on ne pourra envisager de développement pour le peuple breton. Le changement en Bretagne passe par sa défaite définitive, c'est la première raison de la présentation des candidatures U.D.B.. Une autre raison, c'est que le changement ne peut-être l'œuvre d'un seul parti. Allons plus loin : Le changement, en Bretagne, ne peut être acquis qu'avec l'apport de forces spécifiquement bretonnes : Il faut à la Bretagne des élus U.D.B. !

Car il y a beaucoup de choses à dire et à faire. En matière d'emploi, en priorité : Ca devient de plus en plus urgent et le chômage de gauche n'est pas fondamentalement meilleur que celui de droite. Certes des mesures sont prises, mais on a la nette impression qu'elles sont ponctuelles, isolées, dramatiquement dérisoires devant un drame qui s'accroît. En tous cas, elles ne s'inscrivent aucunement dans un plan de développement breton, élaboré par les forces vives de ce pays. A l'inverse, ceux qui parlent de l'avenir de la Bretagne le font sans liaison avec la gouvernance, souvent en opposition avec lui, et dans la démagogie : Les dernières sessions du Conseil régional ou du Comité économique et social ont bien montré la vanité des propositions de la droite. Et la quasi-absence de celles venues de la gauche...

Les candidats U.D.B. à ces cantonales proposent que les forces vives de la Bretagne s'attellent afin à cette question du développement, des infrastructures industrielles, des voies de communications. Les forces vives ? Les syndicats, les municipalités, les partis politiques etc..., en liaison avec les Conseils généraux, en attendant mieux, et surtout sous l'impulsion d'une assemblée régionale élue à la proportionnelle. Ce sont elles qui auront le crédit moral et populaire pour dresser un véritable plan pour la Bretagne, pour proposer autre chose que les traditionnelles vocations touristique et militaire, pour proposer une orientation à l'agriculture bretonne qui soit à la mesure de sa spécificité.

On ne peut en effet envisager pour notre agriculture un avenir indifférencié dans l'ensemble français : Elle est nombreuse, ce n'est pas forcément un handicap, elle est dynamique, ce n'est pas obligatoirement une tare ! L'UDB

propose, pour l'agriculture, des solutions originales : Il lui faut des élus pour qu'elles soient prises en compte ! Nous avons des propositions pour un développement industriel fondé sur la mer, sur l'agro-alimentaire, sur l'électronique, sur la base industrielle ancienne de la Basse-Loire. C'est dans ce cadre d'un plan de développement particulier, mis au point par l'initiative bretonne, en liaison avec le plan général et en utilisant au maximum les nationalisations, que se développeront les conquêtes sociales des travailleurs de Bretagne. On conviendra que la démarche est toute différente de celles mises en jeu par le P.S. qui, (à son corps défendant) ont privilégié la méthode (ou l'absence de méthode...) descendante. C'est Paris qui décide ; On distribue au petit bonheur la chance les attributions régionales, sans idée directrice apparente et on a perdu toute pugnacité en Bretagne. Pour retrouver cette capacité de proposition, ce capital d'agressivité nécessaires, il faut des élus de gauche dont les préoccupations bretonnes soient prioritaires : On nous a assez dit que les élections générales n'étaient pas notre domaine pour que nous puissions dire, à ces cantonales : « A nous maintenant ! »

A nous de faire nos preuves, localement. A nous de proposer une politique industrielle, un développement énergétique adapté aux besoins bretons. L'UDB, qui réaffirme son refus du nucléaire pour des raisons à la fois économiques et d'environnement, ne propose pas pour autant le désert de l'énergie. Nous pensons qu'une centrale à charbon est nécessaire à l'ouest breton, nous savons que son caractère non-polluant est une question de moyens financiers et nous exigeons qu'ils soient comparables à ceux mis en œuvre pour le nucléaire. Nous pensons également que les productions énergétiques doivent être liées à des plans de développement destinés en priorité à la création d'emplois. L'exemple de la Basse-Loire, où l'énergie est abondante mais où l'emploi est en chute libre, montre qu'il s'agit de volonté politique. Nous disons aussi notre opposition à l'accroissement du nucléaire militaire qui concerne au premier chef la Bretagne.

Nous dénonçons aussi l'absence totale de changement dans le domaine culturel. A l'école, rien n'a évolué concernant la langue bretonne ; Dans les médias, c'est encore la démarche descendante qui prévaut. Si l'on veut réellement sauver la langue bretonne, des mesures urgentes doivent être prises : L'intégration des écoles Diwan, l'accès à l'école des langues et de la culture bretonne, la création d'un service public, démocratique et breton, de radio-télévision. Il s'agit aussi que la Bretagne cesse d'être coupée en deux par la frontière administrative des régions. En présentant douze candidats en Loire-Atlantique l'UDB va plus loin que le témoignage : Elle entend forcer les contraintes, forcer là aussi le changement.

Battre la droite, préparer une assemblée bretonne authentiquement populaire, proposer une gauche pluraliste, seule garantie de changements véritables, ouvrir la voie à l'autonomie socialiste du peuple breton : ce sont les bases des candidatures UDB aux cantonales. Il faut, après le ras-de-marée PS en juin, rééquilibrer la gauche pour assurer son succès durable en Bretagne. Les candidats et les militants de l'Union Démocratique Bretonne entendent y prendre part.



U.D.B.

Maillot jaune

DANS la course au comité directeur du RPR c'est Louison Bobet qui a remporté le maillot jaune. Dans cette nouvelle victoire du cyclisme breton on peut voir un symbole: celui de la roue qui tourne. On souhaite à Louison Bobet de s'échapper très loin, avec tous les notables du coin sur son porte-bagages. Et qu'ils aient tous un bon coup de pompe.

Logique fatale

CATHOLIQUES, NOS ÉCOLES SONT MENACÉES... DÉFENDEZ-VOUS !

Avez-vous songé que l'élection d'une majorité socialiste à l'Assemblée législative mettrait en danger l'avenir de nos enfants ?

Savez-vous que cette victoire signifierait la perte définitive de la liberté d'enseignement, la plus précieuse de nos libertés ?

Savez-vous que les socialistes sont décidés à faire main basse sur nos écoles ? « Dès la première législature... tous les établissements scolaires et universitaires... seront intégrés. » (Déclaration du P.S. en 1972.)

Savez-vous qu'ils n'ont pas d'autre ambition que de façonner les jeunes intelligences au gré de leur idéologie ?

Ne prêtez pas l'oreille aux apaisements doucereux prodigués ces jours-ci par le nouveau gouvernement.

CRAIGNEZ PLUTÔT LA LOGIQUE INFERNALE QUI INSPIRE TOUT ÉTAT SOCIALISTE DÈS QU'IL A LES MAINS LIBRES.

Dans un Etat Totalitaire, il est fatal que l'enfant appartienne à l'Etat avant d'appartenir à ses parents.

Fatal qu'il leur soit arraché dès son plus jeune âge...

Fatal qu'il soit élevé dans l'athéisme et le Culte exclusif de l'Etat...

Fatal que l'autorité du père de famille, que toute forme d'autorité soit bafouée...

Fatal que l'enfant grandisse dans un climat d'anarchie, d'immoralité, de violence, de drogue et de pornographie...

Fatal qu'il s'entende prêcher l'accouplement libre, la contraception, la stérilisation et l'avortement, en attendant l'euthanasie des bêtes mongoliennes.

TANT IL EST VRAI QUE RIEN NE PEUT SURPRENDRE DE LA PART D'UN ÉTAT QUI DISPOSE DE LA VIE ET DE LA MORT D'ÊTRES INNOCENTS.

UN ÉTAT QUI SE FAIT DIEU TOUT-POISSANT ET DÉCIDE SEUL DU BIEN ET DU MAL !

A LA LOGIQUE DU SOCIALISME OPPOSONS FERMEMENT LES PRINCIPES DE LA LOI NATURELLE ET DIVINE :

« La famille reçoit immédiatement du créateur la mission de donner l'éducation à l'enfant. »

« Ceux qui osent soutenir que l'enfant, avant d'appartenir à sa famille, appartient à l'Etat se mettent en contradiction avec le sens commun. » (PIE XI)

Rappelons-nous la réaction courageuse du prêtre vendéen, Monseigneur CAZEAUX, qui, pour défendre l'Ecole Catholique, **N'A PAS HÉSITÉ À ORGANISER LA GRÈVE DE L'IMPOT EN 1950**, fermet qui oblige le gouvernement à capituler.

A son exemple, **ARMONS-NOUS DE COURAGE ET D'INTRANSIGEANCE POUR LA DÉFENSE DE NOS DROITS LES PLUS SACRÉS.**

CATHOLIQUES, C'EST AUJOURD'HUI L'HEURE DU COMBAT !

IL Y VA DE L'ÂME DE NOS ENFANTS, IL Y VA DE L'HONNEUR DE DIEU, DE L'ÉGLISE ET DE LA FRANCE !

DIFFUSEZ !

R ASSUREZ-VOUS, on ne va pas trop s'étendre sur « l'accouplement libre » que « l'Etat Totalitaire » prêcherait à plus soif. C'est certainement une coquille du claviste, c'est pas possible autrement. Ou alors, ça voudrait dire qu'aujourd'hui tout « accouplement » ne l'est pas (libre) qu'il est forcé et qu'il se produit donc des viols à grande échelle chaque jour que Dieu ou Phébus fait. Un peu délirant, non ?

Il est à espérer que ce pamphlet ridicule (distribué dans les écoles privées de Lannion) n'ait pas été écrit par une personne se réclamant d'obédience catholique. Le rédacteur, fustigeant « Un Etat qui se fait Dieu tout-puissant et décide seul du bien et du mal » montre en effet le peu d'estime qu'il porte à la divinité des chrétiens, qui, selon lui, décide tout sans rien demander à personne.

Dans ce tract, on trouve d'abord l'intolérance et la haine — vertus dont personne n'ignore qu'elles ont été absolument prêchées par N.S.-J.C. ! Tout cela est lamentable, et surtout complètement rétro. Cet appel à la « défense de nos droits les plus sacrés » n'est rien d'autre qu'un ramassis d'exhortations cadrant tout à fait avec celles qu'on pouvait entendre du temps de l'Inquisition. On est en 1982, que Diable ! (oh pardon !). Les défenseurs de l'école dite libre ont des choses à dire ? Eh bien qu'ils les disent. Mais en empruntant d'autres voies, un peu moins impénétrables...

P.G.

L'EXIL DE PIERRE MAUROY

On sait que Pierre Mauroy parle beaucoup, et parfois à tort et à travers disent les mauvaises langues. Il lui est arrivé de confondre tout simplement baisse du chômage et ralentissement dans la hausse du chômage. Son prédécesseur, le docteur Raymond Barre n'hésitait pas lui à pousser plus loin la technicité, allant jusqu'à la dérivée seconde pour expliquer qu'il percevait « un ralentissement dans l'accélération de la hausse ».

Mauroy, au moins il fonce, et tant pis si certains l'ont entendu dire, à Brest, que le village de vacances de Plovan se ferait alors que son ministre Quillot venait d'annoncer le contraire!...

Mauroy, de temps en temps, se fâche tout rouge et, la dernière fois qu'il l'a fait, à Calais, c'était vraiment mal choisi. Accueilli par des banderoles d'enseignants « **en exil** » Pierre Mauroy n'a pas supporté: « **Je n'admets pas ce genre de manifestation; je n'admets pas qu'un enseignant puisse dire qu'il est en exil à Calais; si vous ne voulez pas enseigner, choisissez un autre métier.** »

Est-ce là le naturel qui ressort quand Mauroy est au galop ? On n'ose le croire, car le PS a quand même bien adopté le slogan « Vivre et travailler au pays », non ? Et il ne serait pas tellement difficile de retrouver les communiqués des socialistes bretons qui allaient bien au-delà, n'hésitant pas, alors qu'ils étaient dans l'opposition, à parler d'impérialisme en Bretagne. On attend leur réaction aux propos doublement scandaleux de Pierre Mauroy...

Doublement car la phrase « si vous n'en voulez pas » résonne aussi de manière assez sinistre aux oreilles de ceux à qui les patrons de choc l'ont si souvent répétée: « **Si vous ne vous plaisez pas chez nous, Monsieur, il y a du travail ailleurs.** », « **Si vous êtes trop fatiguée par le rendement de notre atelier, Mademoiselle, allez vous reposer ailleurs.** ». Ce chantage, on espérait que les nouveaux droits accordés aux travailleurs le rendrait de moins en moins possible, et voilà que c'est le premier ministre qui le reprend ! Personne ne l'a relevé, sauf « le Monde ». Pour l'approuver: car parler d'exil, c'est, paraît-il, manquer de décence « dans un monde écartelé par les guerres et les haines »...

Sans compter qu'on voit mal le rapport, faut-il conclure qu'une revendication qui paraissait parfaitement légitime quand la droite était au pouvoir serait devenue indécente dès lors que c'est le PS qui tient les rênes ?

Jean Guégueniat.

Le monde de la radio, longtemps complexé par la toute-puissance de la télévision, s'est mis brusquement à bouger. Quel a été le déclic? Les radios libres (elles sont 450 sur l'hexagone à chercher un financement)? La nécessité de plus en plus ressentie d'un média d'accompagnement? Pas facile à cerner. Le fait est que la Bretagne est actuellement une cible. Radio-France vient de présenter son projet pour l'ouest breton: occasion à saisir (la dernière?) pour la langue bretonne, ou, à l'inverse saucissonnage supplémentaire de l'information? Les radios libres se développent: chance pour l'expression et la communication locales ou occasion supplémentaire de faire de l'argent?

Ce dossier ne prétend pas donner des réponses définitives et revendique même la subjectivité: en ce domaine c'est une nécessité. Beaucoup d'initiatives sont intéressantes, certaines sont passionnantes. L'ennui c'est qu'on ne voit guère poindre de plan d'ensemble prenant en compte la réalité et les aspirations bretonnes, sauf dans les projets ambitieux (trop?) de la CGT de FR3. Il faudra bien pourtant en arriver à un service public breton de radio et de télévision démocratiquement géré. Ce n'est pas exclusif du bouillonnement en cours.

QUELLES RADIOS POUR LA BRETAGNE ?

RADIOS LOCALES LA QUALITÉ LAISSE PARFOIS À DÉSIRER !



Du côté des radios libres...

Il n'est pas tellement facile de faire le point sur les radios dites libres en Bretagne. Certes, ce n'est pas encore la jungle parisienne, et la guerre des fréquences n'est pas déclarée, mais l'éther breton commence quand même à être sérieusement encombré. Par les militants et les marchands de soupe. Avec une forte probabilité que ces derniers l'emportent: la loi des radios libres, c'est aussi celle de l'argent...

On peut quand même tenter un recensement? Commençons par les ancêtres:

Radio-Frankiz: elle a émis de Brest pendant quelques semaines en 1978; totalement illégale à l'époque, elle a été brouillée — contrôlée par l'UDB, elle a

donné, pendant 10 minutes chaque jour des informations sur les luttes sociales dans la région brestoise. **Radio-Plogo:** elle a fonctionné au printemps dernier, depuis une maison de Lescoff en Plogoff. Le but était d'animer la lutte contre la centrale nucléaire. Réalisé avec l'appui technique de «Culture et liberté», elle a été une radio authentiquement populaire, dont le studio était chaque soir, de 17 h à 20 h, le lieu de rendez-vous des habitants de Plogoff. Pour éviter une saisie du matériel, toutes les routes d'accès à Plogoff étaient surveillées par les militants. Ancêtre également mais toujours en activité, elle, la **Radio libre populaire de Saint-Nazaire:** elle émet depuis la maison du Peuple de St-Nazaire; c'est une radio très active,

très tournée sur le militantisme qui tient depuis trois ans déjà; elle publie un bulletin d'information sur ses émissions. «Nous ne faisons pas de la radio pour la radio, mais dans le cadre d'un mouvement populaire».

Radio-Presqu'île a commencé à émettre avec des intentions commerciales et un matériel puissant au point de brouiller la **Radio libre populaire Saint-Nazaire.** Sur Nantes, elle est concurrencée par **Radio-Cent.**

En Loire-Atlantique encore, **Radio Atlantic**, émet depuis le Sillon de Bretagne à Saint-Herblain. Radio ouverte, qui ne craint pas d'aborder l'information et le débat politique, elle fonctionne tous les jours de 12 h à 24 h. **Radio Azimut** est une tentative moins ambitieuse

R.B.A. :

Les balbutiements d'une radio locale

— «Bon, heu, eh bien la prochaine séquence va être divisée en deux parties. Nous allons d'abord passer la première, et, heu, après la deuxième».

— Bien, et le premier disque c'est quoi ?

— C'est un disque gallois..., je ne peux pas bien expliquer ce que c'est, parce que sur la pochette, c'est écrit en gallois.

— Oui, c'est ça l'inconvénient avec les disques gallois.

— Hi, hi, hi!...

Inutile de vérifier la longueur d'onde sur votre tuner, vous êtes bien sur Radio-Brest Atlantique.

Radio-Brest Atlantique-R.B.A., a une histoire quelque peu mouvementée. Au départ, il y a un an, c'est un gros coup de publicité du Parti Socialiste. La mairie abrite le studio et l'antenne, Maurice Seveno vient pendant huit jours participer au lancement. Le giscardisme agonisant tombe dans le panneau: la police investit le studio, saisit une partie du matériel. On échange même quelques coups. La morale est sauve et RBA est lancée!

Depuis, la mairie de Brest héberge toujours RBA dans une vaste pièce à l'ambiance relativement... décontractée. Musique enregistrée pratiquement toute la journée. Parfois c'est agréable, souvent c'est irlandais, pratiquement jamais breton: décolonisés mais pas chauvins... Le drame, c'est quand on commence à parler. Comme ailleurs, on résume (mal) Ouest-France ou le Télégramme, on tente de mimer les grandes radios (parisiennes) avec tous leurs parisianismes mais à la sauce brestoise et avec l'amateurisme de rigueur. Triste. Soyons justes: R.B.A. à l'avantage sur les autres radios locales de ne pas fuir la politique: il y a même, eu, au moment des législatives, un «club de la presse» sur... le modèle d'Europe 1, et le Peuple Breton a même été invité... Il semble que quelques jeunes du PS viennent y faire leurs dents de lait. On n'a pas peur alors de pontifier, on explique les sous-marins nucléaires par «le risque de finlandisation de la France»:

des mots comme ça, ça justifie l'attaché-case!

Il y a eu, sur RBA de grands moments de radio, comme l'incendie du Palais des Arts et de la Culture, le 27 novembre 1981, reporté en direct, et qui a fait s'écrouler de rires tous les auditeurs: «Pin-pon, pin-pon... Ah, ça c'est les pompiers». Il y a aussi pas mal de prétention: «Mon émission...». Il y a de temps en temps de la radio intéressante, surtout quand les invités ont de bons disques: c'est le cas de l'émission hebdomadaire sur la musique populaire.

Mais pour le reste, quelle pitié! Une pitié qui a manifestement touché le PS brestois puisque la municipalité vient d'accorder, sur le budget primitif, une subvention de 39 millions anciens à RBA! Et on parle d'une somme équivalente pour le budget supplémentaire. Quand on sait que la loi ne permet de subventions municipales qu'à hauteur de 25 %, on se pose avec angoisse la question de savoir d'où viendront les 75 % restants. Peut-être de diverses autres associations dont on espère qu'elles ne seront pas elles-mêmes directement subventionnées par la mairie? C'est ce qui se fait à Bayonne, dont le maire est giscardien, vient de révéler avec un haut-le-cœur le journal du PS, «l'Unité» du 8 janvier.

En tout cas, en même temps qu'elle devrait améliorer RBA, cette subvention royale va peut-être créer quelques emplois: la proportion des chômeurs ayant en poche leur carte du PS a beaucoup baissé grâce à l'action des collectivités locales mais il en reste encore quelques-uns à caser. Elle va peut-être permettre aussi l'achat d'un agenda, et on peut espérer que ne se renouvelera plus la mésaventure survenue au signataire de ces lignes: invité à participer à un forum, il a attendu en vain l'interviewer «qui avait dû oublier».

Il y va de la crédibilité d'une radio qu'on se plaît à présenter à Paris — où on ne l'entend pas — comme un modèle!

J. Guéguénat.

de radio musicale, elle émet tous les jours de 20 h à 24 heures.

En remontant vers le nord, à Rennes, *Radio-Vilaine* couvre le district rennais; elle émet en semaine de 7 h à 9 h et de 19 h 30 à 22 h, le samedi de 9 h à 13 h et le dimanche de 18 h à 22 h; gérée par le collectif rennais d'information, elle offre une grande variété de programmes. L'objectif est ambitieux: faire une place importante à tous les aspects de la vie locale. Radio Vilaine ne néglige pas le politique et l'économique et possède une rubrique en breton. Une grande place est faite à la musique (à dominante anglo-saxonne, mais de manière moins flagrante que d'autres radios). Le collectif souhaite s'orienter vers des émissions de plus en plus construites, avec décrochages sur les quartiers et émissions pour les associations, y compris en langues étrangères. Sur Rennes, existe également *Fréquence Ille*, radio musicale sans beaucoup d'intérêt qui émet depuis la rue Papu.

Radio Télévision Armor (RTA) émet depuis Plérin sur la zone de Saint-Brieuc. Mise sur pied par des commerçants, elle fonctionne toute la journée avec un programme de musique et de chansons, d'annonces de spectacle, de cinéma; il semble que son écoute soit assez forte sur St-Brieuc où il existe d'autres projets. *Radio-Trieux* est basée à Paimpol.

Radio Nord Bretagne (RNB): C'est le luxe; le siège et le studio sont à la chapelle du Mur à Plouigneau. Le matériel dernier cri permet une audience jusqu'à Huelgoat et Lannion. Liée aux boîtes et au show-biz elle passe du rock, du reggae présentés par des disk-jockeys, ainsi que quelques informations locales et internationales mal présentées. L'ensemble, médiocre malgré l'argent, est lié aux milieux commerçants et dirigé par un particulier qui a obtenu une caution bancaire de la municipalité, de type droite musclée, de Plouigneau.

En projet également sur la région de Morlaix, *Radio K.L.T.* (Kerne Léon Trégor), qui émettrait en langue bretonne tous les jours. La grille est prête, tout semble prévu... sauf le financement des salariés.

La région brestoise semble la plus convoitée. *Radio Brest Atlantique* (RBA) qui se situe dans la mouvance PS a lancé le mouvement. Elle émet depuis un an à partir de la mairie de Brest. *Radio-Chrysal* mène la concurrence avec un programme essentiellement musical, disco, rock. Dernier snobisme, on y parle américain; parfois une émission folk un peu intéressante; la caution bretonne c'est de lire la «légende de la Mort», ce qui semble très urgent. A beaucoup fait de publicité dans le milieu lycéen. Lancée par des commerçants brestois, animée par des disk-jockeys, elle publie un magazine rempli de publicité ce qui finance la radio... *Radiogram*, lancée par «Le Télégramme» pour occuper un créneau en attendant la publicité, ses studios et son émetteur (stéréo) sont propriétés d'une société anonyme où «Le Télégramme» possède 95 % des parts, les 5 % restant étant confiés à des cadres supérieurs sûrs du journal. La programmation sera confiée à une association type 1901 spécialement constituée avec des personnalités

locales sûres. Radiogram diffuse pendant six heures de la musique variée et des informations locales présentées par le fils d'un secrétaire général du journal. Les projets semblent modestes, car il s'agit surtout de se placer dans la concurrence publicitaire.

Radio-Neptune, aux objectifs plus modestes n'envisage de fonctionner que le mercredi soir. Ce n'est pas le cas du projet de *Radio-Trophée* dont les promoteurs liés aux milieux publicitaires, restent pour le moment discrets. Il s'agit de faire «une radio directe et vivante différente du juke-box ou des mini-tables rondes organisées pour se faire plaisir». Ils veulent innover, avec une équipe solide, une partie info réduite et une orientation vers les loisirs, les sports et... l'humour. A voir...

A Douarnenez, *Radio Finistère n° 1* (RF1) a été lancée par des «fanatiques de radio» patrons de boîtes du Sud-Finistère. Entendue jusqu'à Brest et Carhaix, elle émet en stéréo 18 h par jour avec disk-jockeys. Peut-être est-elle liée à Europe 1 par l'intermédiaire de la discothèque Jumbo. Un animateur Judikaël, connaît bien la musique populaire, mais l'ensemble reste conventionnel. Les informations pillent les journaux locaux, sans les citer, et RF1 vient d'être prise la main dans le sac en diffusant... une coquille d'Ouest-France coquille volontaire en réalité!

Radio Bro Vigoudenn, c'est autre chose. Emise depuis Plogastel Saint-Germain, elle couvre au moins le Pays Bigouden et Quimper. Elle fonctionne en semaine de 18 h à 20 h et le samedi de 9 à 13 h, animée par Mouezh ar Vro. C'est une radio ouverte avec un but de promotion de la vie culturelle économique et sociale. Temps forts: le lundi une émission sur la culture et l'environnement, le mardi, histoire du Pays Bigouden, le mercredi: la pêche et les marins-pêcheurs, le samedi, une heure en breton.

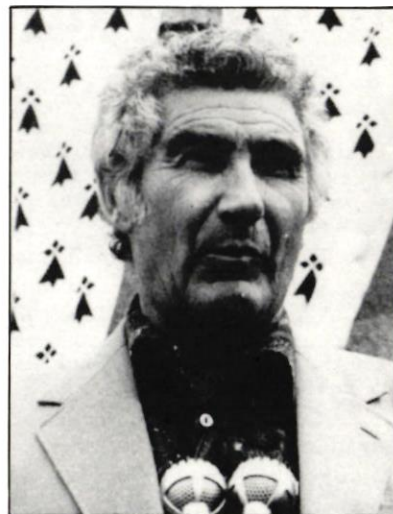
De Moëlan-sur-Mer *Radio Océan* couvre en gros la 8^e circonscription du Finistère, sans intention politique apparente. Musique uniquement, sans grande ambition, du style hit-parade. Sur le Morbihan, *Radio-Lorient* et *Radio Mélody* restent médiocres, dans le style sirop-susucré-démago-cucu, ce qui leur vaut une certaine audience. Sur le Centre Bretagne le projet de *Radio Kreiz Breizh*, semble se monter pour faire une radio bilingue, à partir de reportages. Un pylône est en construction à Saint-Nicodème et le montage financier est en cours.

Citons également dans le pays de Vannes, *Radio-Golfe* qui émet de la musique variée. Après des débuts prometteurs, l'état de grâce semble fini et les programmes sont devenus faibles, sans parler de l'expression orale... *Crystal-FM* essaie d'aborder tous les sujets concernant la vie de la région vannetaise. Quant à la radio de Marcelin, on en parle de plus en plus...

ONDES BRETONNES : Toujours l'apostolat...



FR3



Peuple Breton/R. Guéguen

Pierre Trepos et Charlez ar Gall, 2 pionniers de la Radio Bretonne.

On sait l'horaire restreint du breton sur les ondes; on sait moins les difficultés des animateurs bretonnants: c'est vraiment la cinquième roue de la charrette. Faire du breton à la radio, c'est du militantisme ou de l'apostolat, et pourtant, c'est souvent très bon. Ceux qui ont lancé l'affaire, sur Radio-Kimer'h, c'étaient les compères Jakez Hélias et Per Trepos, qui avaient une sacrée écoute. Puis Charlez ar Gall a pris le relais, toujours pour une heure par semaine. Pendant des années, Charlez ar Gall a pris le train de Rennes chaque semaine simplement pour annoncer pendant une minute, à la télévision, son programme du dimanche! Fanch Broudig lui a succédé,

pour une radio déjà plus professionnelle. La somme de ses reportages pour «Liou an Amzer» est impressionnante, d'autant que d'autres émissions ont été créées (arrachées, plutôt) surtout à partir de Brest et de nouveaux noms sont apparus: Maï Kermarheg, Rémi Derrien, Rozenn Milin, Bernez Grall, Guy Le Corre, Sylvain Kerno (...). ont réussi, en dépit de moyens dérisoires à faire une radio bretonnante de qualité.

Que cette radio sorte de sa semi-clandestinité (1) est une des conditions de la survie de la langue bretonne. □

(1) Depuis le dix mai, on en est exactement au même point.

RTB : UN MOT A DIRE...

A l'instar de «Skingomz ha skinwell», Radio Tele Brezhoneg poursuit ses démarches en vue de la création à terme «d'une chaîne de radio-télévision en breton de service public». Après avoir été reçue l'été dernier au ministère de la Communication, l'association d'auditeurs et de téléspectateurs bretonne a obtenu un accord de principe sur sa représentation à l'instance régionale qui sera appelée à exercer l'autorité en matière audio-visuelle en Bretagne, ainsi que sur l'accroissement du temps d'antenne imparti en breton, dans le cadre de la décentralisation.

Lors de notre rencontre avec Youenn

Gwernig (P.B. de janvier), le président de R.T.B. nous avait notamment déclaré: «Il faudrait que l'existence d'une telle radio soit en adéquation avec les décisions devant être prises en matière de décentralisation. Ça me paraît logique qu'un moyen d'expression comme celui-là, pour qu'il soit vraiment utilisé, existe dans un contexte qui s'accorde avec lui. Je pense à la mise en place de moyens permettant la création bretonne, dans tous les domaines artistiques et culturels, et aussi bien en français qu'en breton. Je pense aussi à l'enseignement, qu'il faut sortir de sa marginalité, de la langue bretonne». □

Radio (France) Finistère : l'oreille à l'ouest

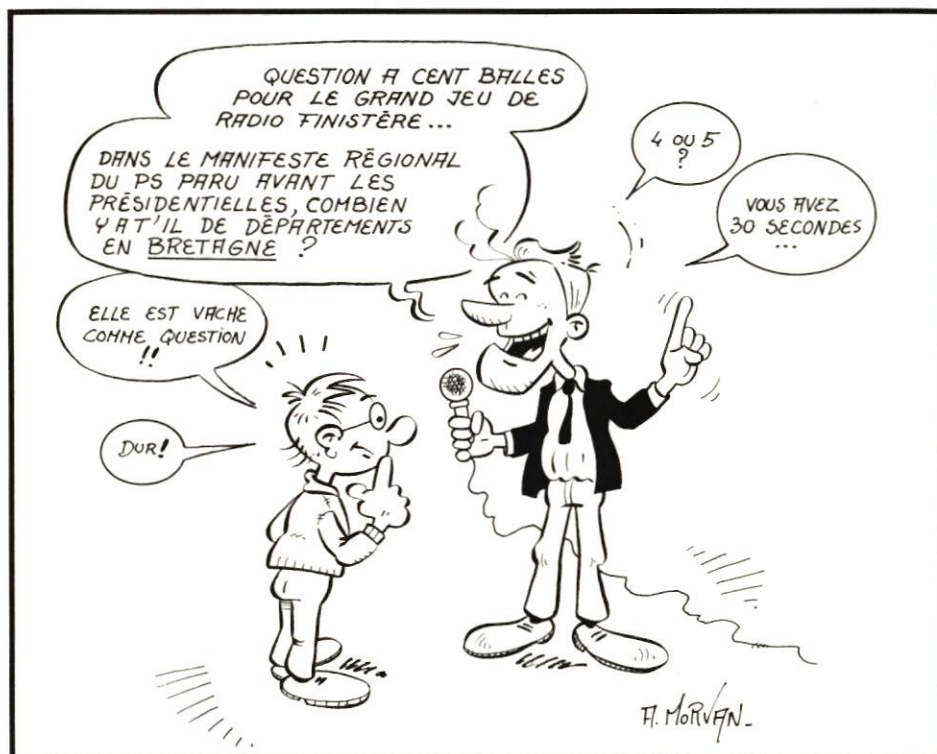
Après «Fréquence-Nord», «Radio-Mayenne» et «Melun F.M.», ce sont donc cinq Radio-France régionales qui seront opérationnelles dès l'été prochain. Parmi celles-ci, la «Radio-Finistère», dont l'appellation est provisoire. Lors d'une rencontre, début février, avec la presse écrite de Bretagne, René Marchand (directeur du service développement de Radio-France), et Daniel Hamelin en ont dit un peu plus sur le sujet.

Si Quimper a été choisie plutôt que Brest, c'est parce qu'entre autres raisons, «la radio ne pousse jamais à l'ombre de la télévision». Alors, histoire d'équilibrer les choses, et en vertu de l'accord conclu entre les pédégés de R.F. et F.R.3., la radio sera au sud, la télé au nord. Les 150 briques consenties à chacune par le Conseil général du Finistère (opération qui se renouvellera une seconde fois), contribuant à leur développement. Puisqu'on est dans les sous, précisons que le processus d'installation d'une station de R.F. en région s'articule comme suit: les collectivités locales (Conseil Général) financent l'installation de la radio; les 750 millions de centimes du budget de fonctionnement de la station sont fournis par la redevance payée par tout bon téléspectateur; Télé-Diffusion de France est chargée d'installer un émetteur (à Roc-Trédudon en l'occurrence) ainsi qu'une série d'émetteurs-relais.

Faudrait savoir

Voilà pour le cadre. Deux assurances: pas de concurrence avec la presse écrite, mais plutôt complémentarité; sera prise en compte la dimension régionale d'une radio qui fonctionnera «dans un esprit d'ouverture et de contact, et accompagnera les gens dans leur vie quotidienne». Il y aura quoi, dans cette radio?: «Ce n'est certainement pas à nous de le dire, puisqu'elle sera faite par les gens du pays. C'est à eux de faire le programme, de déterminer combien il y aura d'heures en langue bretonne. Notre rôle se borne — en suscitant et en organisant le dialogue — à la mise en place de la station».

Tout cela n'empêchera pas bien sûr quatre décrochages quotidiens: ceux faits pour rejoindre les journaux nationaux, deux le matin, un l'après-midi, un le soir, pour une durée d'émission par jour de 6 h 00 à minuit. La portée de Radio (France) Finistère correspondra en gros à la partie bretonnante, c'est-à-dire que la station débordera sur les zones occidentales des Côtes-du-Nord et du Morbihan. Culturellement, ça se défend, encore que la démarche aurait une légère tendance à couper la Bretagne en deux (décidément!): à l'ouest, on cause breton, à l'est pas (ce qui est bien sûr faux), donc, chacun dans son coin, et tout le monde est content. Ajoutez à cela une petite contradiction: Radio-France ne cache pas son intention d'accoucher à moyen terme d'une presque centaine de «radios locales de service public», à savoir une par département. Faudrait savoir: ou bien on couvre une zone dans



laquelle une langue est la plus implantée et on se fiche alors royalement des limites départementales; ou bien on se lance à fond dans la départementalisation et les identités linguistiques sont reléguées aux oubliettes, puisque fractionnées. Ça demande des éclaircissements tout ça.

Et les radios locales privées qui sont déjà en promesse de pullulement? Là aussi, une assurance de René Marchand: «Dans le domaine de l'information, il sera techniquement possible de réaliser des multiplex avec les autres radios». Techniquement... du côté de R.F., ça oui, on peut leur faire confiance. Du côté des autres radios, sans doute, mais celles-ci pourront-elles se doter d'un personnel qui aura la formation professionnelle (technique et journalistique) suffisante pour répondre avec assurance et décontraction à ces décrochages intérieurs (ce qui est loin d'être le cas actuellement mise à part la décontraction qui, elle, donne à plein rendement).

Dans ce domaine de la maîtrise technique et de la parole, René Marchand annonce une initiative: «Outre les huit journalistes et autant de techniciens, il y aura bien sûr des animateurs. Et en parallèle avec eux, un studio école fonctionnera. Sous forme notamment d'émissions où les talents radiophoniques locaux pourront faire leur apprentissage. Il est certain que la radio se «bretonnise» rapidement vu le nombre de gens du pays qui travaillent déjà dans l'audio-visuel».

Motivation

Toujours dans le domaine du personnel à venir, rappelons que, vu les accords signés, Radio-Armorique à Brest, eh bien: pfluit! Restera Radio-Armorique

Rennes (pour le relais vannetais de cette station on n'a pas trop de nouvelles). Il est à souhaiter que les techniciens, animateurs, journalistes et «occasionnels» (ah! ces collaborateurs temporaires, comme ils sont bien commodes...) brestois seront prioritaires sur la liste d'embauche de Radio (France) Finistère. Ils y gagneraient au moins un avantage: celui (selon les mots de René Marchand) «de se sentir protégés par une structure technique et par une convention collective». Avec, en corollaire, la motivation de bosser qui serait en relation directe avec cette acquisition d'un statut et de droits qui leur font défaut actuellement. Ça, ce ne peut être qu'un bon point.

Reste la question en suspens de Radio-Armorique Rennes: de par sa portée régionale, ne se trouvera-t-elle pas en concurrence directe avec Radio 29? Qui gagnera? La meilleure évidemment. Et la meilleure techniquement et où travaillera un personnel motivé professionnellement. Car, en fin de compte, René Marchand tape évidemment dans le mille en parlant d'une «radio d'accompagnement», sa fonction principale étant la distraction. Et celle-ci ne sera agréable, donc écoutée, que si elle aura été parfaitement préparée. C'est donc Radio-France qui part en première ligne. Quant aux radios locales, elles auront beau être placées sous le signe du «service, de la création, du dialogue», elles devront (passé l'écramage de la loi de financement des radios privées de juin prochain et celle qui commandera tout sur l'audio-visuel en 1983) elles ne pourront que puiser abondamment dans leurs réserves pour, sans aucun trébuchement, se faire entendre, sinon écouter.

Pierre Gallais.

SNRT-CGT :

Promouvoir le service public

Dans une série de documents rédigés à l'automne dernier, le Syndicat National de Radiodiffusion et de Télévision CGT-Bretagne-Pays de Loire, souligne l'importance de la notion de «radio de service public». Radios qui devront fonctionner dans un cadre précis, un Conseil Régional de Radio-TV, seul à même de se porter garant «du dialogue, de l'expression individuelle et collective d'une culture, d'un peuple, de véhiculer l'information, de favoriser les échanges d'idées, et cela pour tous où qu'ils soient».

Les types de radios peuvent être de plusieurs ordres : une structure importante répondant aux besoins d'une région tout entière; des structures plus petites correspondant à des entités (pays) — ces zones peuvent être déterminées par leur situation géographique, sociologique, économique, leur patrimoine historique traditionnel; autres structures qui seraient mobiles, c'est-à-dire des antennes «parcourant la Bretagne pour permettre l'expression de régions plus petites ou à des communautés de s'exprimer en diverses occasions». Dans l'affaire, l'important étant que des radios de pays ne soient pas isolées les unes des autres, ni ne fassent double emploi avec une radio régionale. Exemple: en cas d'événement important localisé, le pays concerné est intéressé tout comme l'est une radio régionale. «Chaque radio de pays, en plus de sa propre expression, participera à la radio régionale qui sera le reflet de toute la Bretagne. Il y aura donc nécessité de mettre en place un réseau d'échange permanent entre toutes ces régions».

En ce qui concerne l'expression de la langue bretonne, le SNRT-CGT estime «qu'il faut prévoir à plus ou moins long terme une radio entière d'expression en breton couvrant les cinq départements bretons et sur une durée égale (17h-18h), avec les mêmes possibilités de programmes». Une création que le syndicat justifie ainsi: «Quotidiennement, des centaines de personnes utilisent la langue bretonne. Ces bretonnants se trouvent non seulement en Basse-Bretagne, mais également en Haute-Bretagne. Ces populations bretonnantes ont le droit élémentaire de bénéficier d'un véritable service de radio-TV en langue bretonne. L'élaboration de programmes de qualité, nombreux et diversifiés répondra à l'attente d'un public nombreux. «Après avoir rappelé les conditions déplorables dans lesquelles s'effectuent la production, la réalisation et la fabrication de radio-TV en langue bretonne», les signataires commentent: «Des réformes profondes et radicales s'avèrent donc plus que jamais nécessaires. Précisons que ces réformes s'inscrivent uniquement dans le cadre de la création en Bretagne d'un authentique service public de radio-TV».

Le gallo n'est pas oublié: «Il faut défi-

nir les besoins avec les gens du pays concerné, sans doute la durée des émissions et la zone d'émission seront plus réduites».

Radio régionale, de pays et itinérante, telles sont donc les structures possibles pour le syndicat qui met par ailleurs l'accent sur l'importance des moyens techniques et en personnels qualifiés dont il faut se doter: «Une radio de service public se doit de fabriquer et de diffuser des émissions de la meilleure qualité possible. Des moyens techniques appropriés, des techniciens compétents en nombre suffisant, et dans des conditions de travail acceptables par tous, seront la garantie de cette qualité. Il faut donc définir des normes de fabrication et de fonctionnement précises, les mêmes qu'à France-Inter, France-Culture, France-Musique, et non pas les moyens dérisoires de Radio-Mayenne, entre autres».

Côté finances, cette Radio-TV devrait être approvisionnée par la redevance comme auparavant ainsi que par un budget régional: «Le budget attribué à la région Bretagne pour son fonctionne-

ment sera redistribué par le conseil d'Administration Radio-TV suivant les choix adoptés par celui-ci».

Quant aux contrats des personnels employés, il continuera à être à durée indéterminée: «Les animateurs pourront bénéficier de ce contrat alors qu'actuellement ils sont sans garantie d'emploi. Les réalisateurs, producteurs, scriptes continueront-ils à travailler avec des contrats «à l'émission»? A eux de le déterminer ainsi qu'un certain nombre de garanties et de conditions de travail».

Parmi les propositions du contenu des programmes de la radio régionale, citons enfin: «des dramatiques radio, des concerts, retransmissions, enregistrements, carrefours des courants musicaux; des émissions élaborées dans tous les domaines: scientifiques, historiques, sociologiques, musicaux; des émissions de création, de recherche; des émissions d'information: journaux, magazines, reportages; des émissions faisant participer toutes les radios de pays à des moments où elles sont libres afin que toutes soient concernées». □.

S.N.J.-Bretagne : Indépendance

La floraison en cours et à venir des radios locales si elle est un révélateur d'un besoin d'expression, donc de communication, provoque cependant quelques réserves quant à son contenu. Ainsi, début février à Saint-Malo, les journalistes du Syndicat National des Journalistes-Bretagne, mettent un préalable: que l'information diffusée «respecte quelques règles d'honnêteté et d'indépendance. Les journalistes professionnels sont les garants, par leur charte, de cette indépendance, de cette honnêteté et du pluralisme» (1).

Pour le SNJ: «Les radios locales privées doivent échapper à tout monopole, en étant assurées d'un moyen de subsistance, régulier, connu, transparent, évitant qu'elles ne tombent dans la dépendance d'annonceurs, firmes commerciales, collectivités publiques».

S'affirmant une nouvelle fois «en faveur de la décentralisation et de la démocratisation du service public de radio-télévision», le syndicat étend ainsi sa réflexion: «Une information de qualité et le rôle important des médias ne peuvent être assurés que par des moyens importants et des personnels compétents qu'il est impossible de multiplier à l'infini». Il faut, poursuit-il «établir d'urgence autour des grands moyens d'information, des relations contractuelles assurant l'insertion des médias dans la vie sociale, leur indépendance financière, l'indépendance des rédactions», sans oublier «le rôle irremplaçable du journaliste comme observateur non partisan de tous les aspects de la vie sociale» □.

(1) Cité dans «Ouest-France» du 9 février.

keltia-musique



1, place au Beurre
29000 QUIMPER
TÉL. : (98) 95.45.82

DISQUES
LIVRES
ET
INSTRUMENTS
DE MUSIQUE
DES PAYS
CELTES

ENREGISTREMENTS - ÉDITIONS de DISQUES et CASSETTES

La BLU et la radio marine

En janvier dernier, des pétitions circulaient sur la côte. Les familles des marins-pêcheurs exigent des pouvoirs publics de pouvoir continuer d'écouter radio Le Conquet, Radio St-Malo, radio St-Sauveur qui, depuis le 1^{er} janvier, émettent en BLU.

La BLU (Bande Latérale unique pour les techniciens) déjà utilisée par les navires de commerce et les militaires, présente l'avantage d'une émission d'une portée et d'une qualité supérieures. C'est pourquoi les PTT ont décidé dès 1969 d'étendre ce système à la pêche. Tous les bateaux neufs sont équipés de BLU depuis 1978.

Rien à dire sur le plan technique.

Oui mais, les familles des marins disposent très souvent d'un récepteur radio équipé de la bande marine qui permettait d'écouter jusqu'au 1^{er} janvier Radio Conquet, et autres stations spécialisées, et ainsi de suivre les vacances pendant lesquelles les bateaux donnent de leurs nouvelles, annoncent la date du retour et les marins envoient les messages.

On comprend l'émoi et la colère de ces familles qui n'admettent pas de devoir déboursier plus de 2000 F pour se procurer un nouveau récepteur équipé de la BLU (EDF remplace bien les appareils ménagers quand elle impose le passage de 110 à 220 V).

Le ministre de la mer a mis le problème à l'étude.

Plus concrètement, les syndicats et les comités locaux des pêches proposent que les émissions soient relayées par Radio-Armorique qui peut être captée par tout le monde. Affaire à suivre. □.



l'ange farceur

VOTRE SPECIALISTE EN
FARCES & ATTRAPE,
GADGETS,
MASQUES,
MAQUILLAGES,
COTILLONS,
ARTIFICES.

JO DUVAL
18, r. Georges-Clemenceau
St-Servan-sur-Mer
35400 SAINT-MALO
Tél. (99) 56.96.18

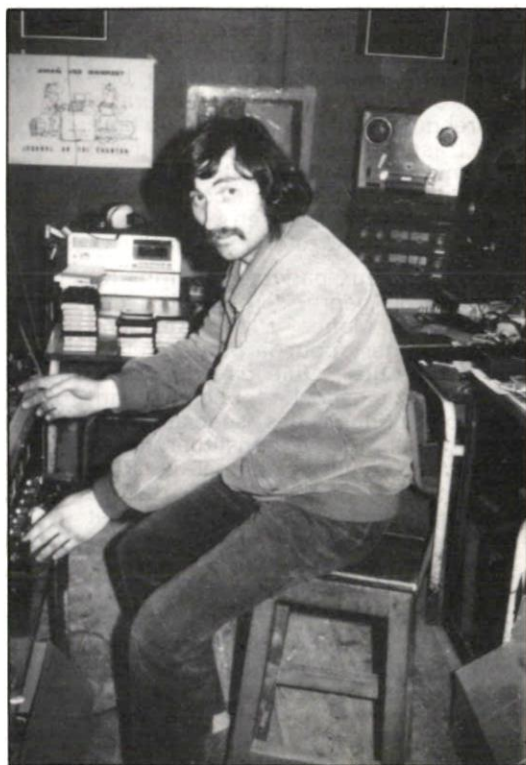
AU PARADIS DU LIVRE

6, rue de la Halle aux Blés
35400 SAINT-MALO (I.-M.)
Tél. : (99) 40.93.83

Livres celtiques

UN JOUR AVEC... — RENÉ RICHARD —

Atelier
Régional de
Communication
Orale de
Bretagne



Le Peuple Breton

« POUR ENGENDRER NOS PROPRES MOYENS
DE COMMUNICATION, ET DONC DE DÉVELOPPEMENT... »

Si l'on vous parle de Callac, Saint Nicolas du Pelem, Corlay ou Bourbriac, vous vous repérez sans trop de difficulté, même si vous n'êtes pas né natif du coin. Mais dès que l'on prononce les noms de Burtulet, Bothoa, St-Gilles Pligeau ou Plesidy, l'effort fait pour situer exactement ces quatre lieux sur une carte gagne en intensité. Et pourtant, les uns comme les autres bordent approximativement ce semblant de cercle, ou plutôt ce tracé ovale. La grande différence étant qu'ils ne sont pas du même côté de cette délimitation qui n'existe plus que géographiquement parlant. L'administration ayant en effet choisi de passer outre « frontière » pour parcelliser son intérieur, c'est-à-dire le découper en tranches selon les exigences cantonales et réglementaires, et réciproquement.

Résultat des courses: ce sont les chefs-lieux premièrement cités qui se taillent la part du lion — et l'on ose ainsi s'exprimer au sujet de cette partie du Centre-Bretagne dont la désertification n'est tout de même pas un mythe.

Dans ce pays Plin, ces petites communes dites « du haut » se sont vidées progressivement au profit des chefs-lieux de canton où l'ouverture d'un commerce, d'une école provoquent non seulement cet exode de quelques kilomètres dans la plaine, mais aussi sont autant d'activités en moins à créer sur le plateau. C'est tout cela qu'explique René Richard dans l'ancien presbytère de Lanrivain, aménagé en atelier technique et en salles de réunion. Tout cela et bien d'autres choses encore, à savoir les effets qui ont suivi cette constatation d'un pays qui se vide. « L'idée de départ était de réunir les communes (sans passer par les chefs-lieux) pour les faire bosser ensemble. En 1977, on a créé un SIVOM (1) qui regroupe six communes: Peumerit-Quintin, Tremargat, Kerperit, Lanrivain, St Connan et St-Gilles Pligeau, ce qui représente un peu plus de 2000 habitants. Le but était de renouer

des liens avec les gens des communes séparées administrativement, la base commune reposant sur deux données. L'une négative: les structures cantonales ne sont pas adaptées au développement du pays. L'autre positive: valoriser les richesses locales, qu'elles concernent la danse, la langue bretonne, ou le patrimoine architectural et naturel qui n'était pas encore trop boussillé. L'aspect économique ne pouvant être envisagé dans les faits au départ, c'est cet aspect culturel, de communication, qui a été privilégié en 1978 date du démarrage des Kazetenn ar Vro Plin».

Ces «journaux parlés en breton» (2) premiers du genre, seront suivis des «Kazetenn ar Menez» et des «Kazetenn ar Bro Dreger» pour la partie bretonnante, puis des «Ouïe dire du Mené» pour la partie gallo. Le tout constituant le support principal des associations en milieu rural qui se constitueront en fédération: l'Atelier Régional de Communication Orale de Bretagne (ARCOB) dont le siège est à Lanrivain et l'assistant technique, René Richard.

Inventer son boulot

Quatre années après, quel est le bilan de cette démarche à la recherche d'une unité sociale, économique et culturelle? Pour René Richard: «En ce qui concerne les gens du pays, l'impact n'est évidemment pas chiffrable, mais il est très net dans leur comportement de tous les jours. Les anciens ont maintenant un rôle social qu'ils n'ont plus dans la société actuelle: par exemple, ils ont à nouveau une audience au sein de la famille. Les efforts faits en direction d'un renouveau de la culture locale ont

été bien reçus, car elle est le ciment entre les générations. De plus en plus de jeunes refusent de partir. L'école formant les gens à ficeler le camp, ils sont pas tellement d'accord, surtout ici où chaque départ ne passe pas inaperçu, vu la faiblesse de la population. Ces jeunes, donc, sentent qu'ils peuvent inventer ici leur propre boulot. Quant à la population active, elle commence à y croire».

Le délicat dans l'affaire a été que l'Economique participe de la même logique: «Des administrations de l'extérieur se sont penchées sur le coin, cette zone verte promise aux loisirs des autres. Comme on prouvait que l'on pouvait sur place engendrer nos propres moyens de communications, nous avons petit à petit été sollicités par des gens qui travaillent dans ces administrations. Agissant à titre individuel, ils nous ont donné des informations, des ouvertures, des possibilités de projets».

Et René Richard d'évoquer le rôle qu'il tient, c'est-à-dire celui de coordinateur, toujours entre le marteau et l'enclume, à la croisée d'événements qui convergent et qu'il faut ordonner, se trouvant devant des décisions à prendre souvent dans l'immédiat. Pas évident, car il faut composer (et les dépasser quand c'est nécessaire) avec des sensibilités locales: «Depuis deux ans, on a lancé des élevages de lapins angora. Ils demandent peu d'investissements et sont assez rapidement rentables, ne serait-ce que par l'ouverture du marché. Eh bien, j'ai eu une explication orageuse avec un éleveur de porcs qui m'a soutenu que c'était délirant de se lancer dans des installations pareilles, que tout ça n'était pas breton, qu'il fallait respecter la vocation de la Bretagne qui est d'être le premier producteur de porcs dans le monde. Ce qu'il ne m'a pas dit, c'est ce qui le gênait vraiment: qu'on fasse de l'ombre à un corporatisme économique, le sien. Ce que je lui ai fait

remarquer, c'est que des gens pouvaient s'installer ici grâce à des lapins. Actuellement, une vingtaine de familles en vit».

L'évocation d'une autre initiative est provoquée par l'arrivée à l'ancien presbytère de deux Anglais qui sont venus s'installer dans le pays. Leurs parents cultivant le houblon dans leur pays d'origine, il est compréhensible qu'ils se soient mis à tâtonner dans la partie. La bière bretonne n'est pas encore dans les fûts, mais ça n'empêchera pas d'aucuns de déjà saliver rien qu'à cette pensée...

Jumelage intérieur

Parallèlement au développement de la communication orale dans le pays, démarraient donc des actions porteuses d'un développement économique bien localisé. Des deux voyages en formation continue effectués dans les Alpes du Sud puis en Pays de Galles, ce sera le second qui obtiendra la plus forte participation (45 personnes). Les visites, où des techniques de l'artisanat et de l'énergie seront observées, contribueront à leur faire préciser des projets en matière de transformation des ressources de produits locaux (méthanisation, installation d'une usine hydro-électrique sur le barrage de Kerne-Uhel). Les relations établies avec Lanrivain et Park la Galloise devraient déboucher sur un jumelage «d'une dimension culturelle et rurale».

Un jumelage à la mise en place duquel St-Brieuc et Aberystwyth (qui ont déjà réalisé cette opération) devraient participer, histoire d'établir des relations ville-campagne un peu plus cohérentes. René Richard s'en explique: «On ne serait pas les premiers à établir ce «jumelage intérieur»: le Mené le fait avec Rennes. Concrètement, nous recevons la visite des Briochins, nous recevant des handicapés qui viennent séjourner un temps au Pays Plin, tout comme nous avons une maison du Pays Plin à St-Brieuc où nous vendons nos produits locaux. Autre ouverture: l'installation d'une Société Coopérative Ouvrière de Production qui se partage en deux branches. L'une à Lanrivain sous la forme d'une activité de plomberie ordinaire et adaptée aux énergies. L'autre, à St-Brieuc où fonctionne un atelier populaire de mécanique. Il se trouve d'autre part que cet atelier se trouve à la Croix St-Lambert, un quartier briochin bien typé. De là à ce que, par l'effet d'entraînement dû aux échanges, il devienne une sorte d'entonnoir incitant les jeunes à venir ici, il n'y a qu'un pas».

René Richard revient un instant sur «la zone verte destinée aux loisirs des autres». Une chose qui n'est jamais passée dans le pays a été de faire accepter aux gens l'idée que leur terre soit destinée à un tourisme de promoteurs: «Nous avons un patrimoine architectural sérieux. Et il n'était pas question que des mecs à fric viennent démonter des vieilles maisons pour aller rebâtir sur la côte, comme ça s'est vu. Nous avons une équipe de copains architectes (dont certains sont installés ici), qui se sont mis à plancher sur une opération de gîtes ruraux. On pouvait ainsi détourner cet argent extérieur (celui des promoteurs) pour l'amener de façon indirecte au profit des gens du pays, dont

Monsieur le Président,

C'est avec intérêt que j'ai pris connaissance de votre lettre du 12 septembre.

Je vous remercie des informations que vous avez bien voulu me donner sur votre province bretonne.

Je vous indique que je transmets cette lettre à M. René MARCHAND, Directeur du Développement, qui est chargé de la mise en place des radios locales publiques.

Lui-même et ses collaborateurs sont prêts à entendre les suggestions et remarques que vous pourrez lui faire concernant l'élaboration des programmes des futures stations locales.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l'assurance de mes sentiments distingués.

Michèle Cotta

Michèle COTTA

Lettre du 7-10-81 signée du P.D.G. de Radio-France et adressée à la Fédération Bretonne des Radios Locales et de Pays.

quelques-uns se sont mis en SICA (3). Grâce à des subventions, du FIDAR et de l'Agriculture entre autres, il a été possible de refaire ces baraques».

De cette action, deux conséquences ont découlé. La première a été la motivation des artisans locaux. «Lorsque j'ai été le voir pour qu'il s'exprime dans le journal parlé, l'un d'entre eux m'a dit: «Maintenant, quand je passe devant une maison en aggro, je ne m'arrête pas. Mais quand je me trouve devant une des maisons en pierre que j'ai retapée, alors là je m'arrête et je reste un bon moment à la contempler».

La seconde conséquence aura été selon René Richard la contribution à une prise de conscience de l'originalité d'un pays: «Par le biais de l'accueil (qu'ils maîtrisent), de personnes extérieures, les gens se sont mis à réfléchir sur la manière de traiter leur pays».

Des petits New-York

«Tout cela débouche aujourd'hui sur la notion de pays d'accueil, qui sont actuellement en Bretagne quatre ou cinq du genre à être prêts à démarrer (en plus de Fougères qui fonctionne déjà). Pour nous, il est hors de question que se continue une politique touristique basée trop souvent sur l'électoratisme et tenue par le département et le conseil général (sur laquelle je travaille en ce moment), l'opération «Pays d'Accueil» ne peut vraiment marcher que si les gens y participent, c'est-à-dire que le préalable posé soit l'existence d'une démocratie locale».

Journal parlé en breton, installations artisanales, réfections de maisons, formation continue, échanges avec l'extérieur, accueil, sont autant de leviers, de supports à la création d'un développement global de la région. La radio du Centre-Bretagne qui devrait émettre de Saint-Nicodème et rayonner dans un cercle délimité en gros par Huelgoat, Le Faouët, Corlay et Belle-isle, cette radio donc en est également un. En dehors du fait que son nom de baptême n'est pas encore fixé («ce sera aux gens de le faire»), elle ne participera pas d'une mode, mais bien plutôt devra être «un outil de revitalisation du pays». Selon René Richard (qui est aussi président de la Fédération Bretonne des Radios locales et de Pays) l'introduction de la notion rurale dans le projet est fondamentale: «Pendant un temps, on a craint que la culture urbaine prenne trop d'ampleur, c'est-à-dire qu'on ait des petits New-York à notre porte. Mais en fin de compte, elle tourne en rond, ceci pour une foule de raisons. Par contre, il est clair que c'est à la campagne que la culture est restée la plus vivante. Notre but n'est pas d'aller «contre» la ville. Mais nous ne voulons pas partir d'un point fictif. Nous pensons que la ville a beaucoup à gagner (et surtout elle en a besoin) de ce qui se fera à la campagne».

L'arrivée de Radio-France à Quimper en été prochain (lire notre article à ce sujet), amène d'autre part chez René Richard la réflexion suivante: «C'est un peu le Père Noël qui débarque en Bretagne. Pour Radio-France, c'est aussi un alibi: c'est la grosse tarte de la décentralisation, qui consiste en l'occurrence à apporter des morceaux du centre

(Paris) à la périphérie, en d'autres termes à reproduire ce qu'on fait ailleurs. Bien curieux cette arrivée... A la rigueur, elle pourrait se comprendre s'il n'y avait aucune initiative en ce sens en Bretagne, où s'il y en avait mais qui ne repose sur rien. Or, ce n'est absolument pas le cas, nous l'avons prouvé. En venant s'installer à Quimper, Radio-France impose sa notion de pays, cela va créer un «Pays-Finistère» même si cette radio déborde sur les Côtes-du-Nord et le Morbihan; ça contribuera à défigurer la notion de Bretagne dans son intégralité».

Du vertical à l'horizontal

La radio du Centre-Bretagne s'inscrit donc dans le prolongement d'une action globale de développement. En tant qu'outil, elle peut même être éventuellement ponctuelle puisque ne constituant pas une fin en soi. René Richard précise: «Cette radio, qui est un projet d'agence de développement, verra son action reposer sur les quatre équipes de journaux parlés ainsi que ceux travaillant dans la région de Callac. La radio, les journaux parlés, l'information faite dans les quotidiens et la presse écrite en général, la poursuite de la formation continue (qui aboutit très vite à une formation de développement), les animations pour des opérations que les petites associations locales ne peuvent mener à bien (4), les études et dossiers constitués en concertation avec les municipalités et les associations, c'est le type d'action que l'ARCOB veut poursuivre».

A la question de savoir si la singularisation aussi marquée d'un pays de Bretagne ne risque pas à terme de conduire ses habitants à se couper du reste de la population, bref de cultiver un esprit de clocher qui n'a vraiment pas besoin de ça parce que généralement bien vivace,

la réponse tombe nette: «On nous a reproché de nous fermer. Mais c'est tout le contraire! On a simplement eu une démarche homéopathique. Les gens étaient tellement mal dans leur peau (l'interdiction de parler le breton à l'école est une raison parmi d'autres de ce malaise) qu'il fallait leur redonner confiance en eux. Pour cela, au départ, il était normal de redéfinir leur pays, notre vision est davantage horizontale et géographique que verticale et ce genre de démarche se fait toujours par opposition, c'est évident. Et ce qui l'est davantage, c'est qu'une fois qu'on est bien dans sa peau, on peut s'ouvrir vraiment aux autres, établir par l'échange une véritable communication. Celle-ci ne peut aussi s'exercer que si on possède une force économique, laquelle, parce qu'on se fait reconnaître, donne plus de force à une culture. Ce raisonnement, il est clair qu'on peut l'étendre à toute la Bretagne, et bien sûr à toutes les minorités qui se sont fait étrangler économiquement et donc culturellement».

Pierre Gallais.



(1) Syndicat Intercommunal à Vocations Multiples.

(2) En breton, parce que c'est bien naturel vu le coin, mais aussi pour la raison qu'un journal parlé en français aurait rapidement vu défiler les mêmes têtes «ceux qui causent bien». Ceci prouvant — s'il en était besoin — que la langue bretonne, loin d'enfermer une population dans une parole dite «dépassée», permet au contraire de la faire s'exprimer bien plus qu'elle ne peut le faire en français (à signaler que ces journaux sur cassettes fonctionnent par abonnements — Adresse: ARCOB, Mairie de Lanrivain, St-Nicolas du Pelem — Tél. 96/29.53.42).

(3) Société d'Intérêts Collectifs Agricoles.

(4) Exemple fourni: le cinéma rural. Des camions, transformés en «ciné-mobiles», naviguent de bourg en bourg.

POLITIQUE CULTURELLE : LEVER LES AMBIGUITÉS

Avant le Congrès de l'Union Démocratique Bretonne, une contribution de la Fédération de Rance-Penthièvre.

S'il existe bien trois domaines où les contradictions, sinon la duplicité du P.S. apparaissent très clairement, depuis quelques mois, c'est bien ceux :

- de la radio-télévision régionale
- de l'enseignement des langues et cultures régionales
- de l'avenir du Conseil Culturel de Bretagne.

I.1. — Dans le domaine de la radio-télévision régionale, des élus socialistes cautionnent le projet de radio-Finistère qui est

la première étape d'une entreprise systématique de morcellement de l'identité bretonne comme de celle des autres peuples de l'hexagone. Par ailleurs, l'information économique, sociale, politique et culturelle donnée aux Bretons depuis le 10 mai 1981, laisse toujours autant à désirer. L'U.D.B., à l'inverse se prononce résolument pour la constitution, à partir des structures existantes, d'un véritable service public breton de radio et de télévision, géré démocratiquement. Ce service public sera, en prise directe avec les réalités

régionales et il assurera des émissions locales et de pays, pour répondre à des aspirations légitimes des téléspectateurs et auditeurs bretons, et afin d'éviter le saucissonnage localiste, comme l'absence de garanties en matière de financement et de contenus des radios dites libres et apolitiques.

I.2. — En matière d'enseignement des langues et cultures régionales le P.S. n'a toujours pas levé les ambiguïtés du projet de loi Le Penec, et on continue, comme sous les précédents gouvernements, à faire semblant d'évaluer, en matière d'enseignement du breton et du gallo, une demande fortement conditionnée par des décennies de dépréciations et de brimades. Pour l'U.D.B., il faut abandonner cette attitude passive, aggravée encore par les résistances de responsables administratifs mis en place sous le régime précédent, pour adopter une dynamique basée sur l'offre, à tous les élèves de Bretagne, d'un enseignement des langues, de la culture et de la civilisation bretonnes.

I.3. — L'avenir du Conseil Culturel de Bretagne, seule assemblée où se trouvent réunis des élus et représentants d'associations des cinq départements bretons, éclaire aussi les comportements du P.S. Ainsi, dès le lendemain du second tour des dernières législatives, des responsables socialistes se sont prononcés publiquement pour la disparition d'un Conseil, dont ils s'étaient abondamment servis, pour reprendre les condamnations par l'U.D.B. des magouilles giscardiennes. Depuis, on a vu également des élus socialistes cautionner la mise sur pied de l'institut culturel de Bretagne, structure non démocratique entièrement aux mains de la droite réactionnaire.

L'U.D.B. doit dénoncer les ambiguïtés et les velléités récupératrices du Breis, comme d'ailleurs la non-évolution du P.C., et formuler des propositions dans un programme autonomiste et socialiste breton qui sera publié en janvier 83 et actualisera en les approfondissant les propositions du P.D.B. en matière de politique culturelle.

A. BÉNIZÉ

AGENCE IMMOBILIÈRE
6, rue de Glasgow - BREST - Tél. 44.34.34

A vendre : Brest centre F3 : sans chauffage - Prix 24
Dans immeuble ancien, bon état - F1 - Prix 11
Dans résidence F4 tout confort - Prix 30 à débattre
Au Trez-Hir : Proximité mer, maison type 4 . Petit Jardin - Prix 30
Argenton : Maison anc. pierres s/1500 m², accès direct plage - Prix 35
Fouesnant : Pavillon type 5, bon état - Prix 60
A louer : 15 km de Brest, Pavillon F4 - 1600 F/mois
Sortie Quimper vers Locronan : Maison ind. s/gd terrain planté - Loyer 2200

HERBIN

cuisine et salle de bain



90, av. de la Libération
29000 QUIMPER
Téléphone : (98) 90.60.81



30 MODELES
AU CHOIX

SUIVEZ LA COUPE DU MONDE
EN COULEUR



JEAN QUEMERE

37, rue Kéréon - QUIMPER - Tél. 95.42.64
CREDIT

lettre
décor
sérigraphie



Z.A.C. de BREST
Kergaradec
Tél. 02.10.63

LIBERTY

BAR - SNACK

Consommations de 1^{er} choix

Musique tous les soirs
Tél. (98) 40.90.92

3, rue Jacques-Cartier
35400 SAINT-MALO

Art et Musique

Daniel Paris, artisan luthier

2, rue du Couëdic - 29200 BREST
Téléphone : 80.47.41

Ventes - Réparations instruments
de musique

Roazon
krapouezh
mat...

"tí LOÍK"
32, rue de la Visitation
Tél. 79.00.83

Les derniers seront les premiers

L'accroissement vertigineux du chômage, ces dernières années, dans les pays capitalistes occidentaux, et notamment en France, n'est pas passé inaperçu. En Bretagne l'augmentation du taux de chômage s'est traduit de plus par un important exode rural et l'arrivée de nombreux jeunes sur le marché du travail. C'est donc avec surprise que les lecteurs d'Ouest-France ont découvert une étude économique dans les éditions du 7 et 8 janvier 1982 sous le titre: **Les pays de la Loire: Médaille d'or des années de crise. La Bretagne: sur le podium.**

Une lecture plus approfondie coupait court il est vrai, au triomphalisme, sur bien des points les analyses de l'UDB concernant l'évolution de la crise en Bretagne se voyaient confirmées. La particularité de la Loire-Atlantique au sein de sa région apparaissait nettement.

L'étude sur l'évolution des emplois salariés du secteur privé du 1^{er} janvier 1975 au 1^{er} janvier 1981 situait les Pays de Loire en tête de toutes les régions françaises avec une augmentation de 52000 emplois et la Bretagne en excellente position avec une augmentation de 41.000 emplois, soit respectivement 24,5% et 20% des emplois totaux de l'hexagone.

Ce que cachent ces chiffres

Le bilan de ces 6 années est nettement différent dans un examen minutieux des secteurs économiques et en tenant compte également des emplois non salariés (voir tableau).

La totalité des emplois créés en six ans, n'est plus que de 40.700 pour les Pays de la Loire et de 16.500 seulement pour la Bretagne.

Que constate-t-on?

— Le tertiaire a été la seule source créant des emplois nouveaux,

— L'industrie n'est plus créatrice d'emplois et en perd depuis un an,

— L'exode rural pèse lourd dans la balance.

La diminution des emplois non-salariés dans le tertiaire et surtout en agriculture se traduit par une augmentation parallèle des emplois salariés. Leur nombre passe de 68 à 72% en Bretagne, de 73 à 77% dans les Pays de la Loire. Cette évolution n'est sans doute pas étrangère au vote à gauche en Bretagne, en mai et juin 1981.

Y aura-t-il réduction radicale du chômage avant l'arrivée sur le marché de couches démographiques moins importantes? Il y a lieu, en effet, d'être inquiet sur l'évolution du chômage et de notre économie toute entière, si dans les deux ans qui viennent, un plan global d'industrialisation n'est pas mis en place à l'initiative de l'assemblée régionale bretonne et du gouvernement.

Evolution de l'industrie

Depuis six ans, les seules industries en expansion continue sont celles liées à l'élevage (lait et viande) en Bretagne (+25%). Or, il y a en même temps une diminution importante des exploitants et des salariés agricoles. Les exploitations dynamiques se sont modernisées au prix d'un endettement très lourd, alors que les revenus baissent globalement depuis plusieurs années. Ce ne sont pas les paysans qui dans l'ensemble ont profité de l'expansion.

Les industries en relative bonne santé

sont peu nombreuses:

- Les matières plastiques: + 12%
- Les bois et meubles: + 11,3% sauf depuis deux ans
- Les constructions électriques et électroniques: + 4,2%.

Les industries stables sont l'agro-alimentaire, le travail des métaux, l'automobile et les transports.

Par contre, l'habillement et le textile sont subis une très sérieuse dégradation sur l'ensemble de la Bretagne.

Le cas de la Loire-Atlantique

La médaille d'or des années de crise attribuée aux Pays de la Loire ne traduit guère la réalité et l'inquiétude que suscite la situation de l'industrie dans cette région.

La Loire-Atlantique est le seul département à perdre des emplois à la fois dans l'industrie et l'artisanat (— 6%), le bâtiment (— 7,9%) et l'agriculture (— 11%) et dont la progression est moindre dans le tertiaire (+ 13%). Elle a perdu plus de 2200 emplois dans la mécanique et 5000 emplois dans la construction navale depuis 1975!

Si la vie est belle globalement dans les Pays de la Loire, la Loire-Atlantique a une situation totalement inverse et refait sur ce plan également l'unité de la Bretagne. D'ailleurs, l'exportation de marchandises diverses, à haute valeur ajoutée, a baissé de 12% en 1981 au port autonome de Nantes-Saint-Nazaire. C'est le baromètre de la réalité économique, qui n'est guère brillante. La baisse de l'activité industrielle se traduit tôt ou tard par une stagnation du secteur tertiaire qui y est lié.

Le redéploiement industriel de la région

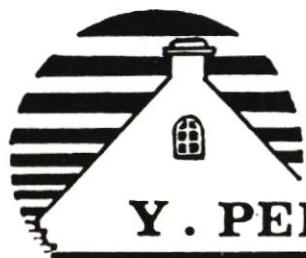
Il est curieux de constater que ce redéploiement ne se fait pas par hasard. En effet, la bonne situation des Pays de Loire est due à la bonne performance du Maine-et-Loire et à la prouesse de la Vendée où les activités de l'industrie progressent de 13%, du bâtiment de 7,5% et du tertiaire de 17,4%! Ces départements ne sont guère réputés pour la combativité syndicale, la Vendée étant un fief du conservatisme et assurée de l'être pour longtemps. Les bas salaires sont la règle.

Le 19 janvier 1982, lors d'une réunion du Conseil Economique et Social (CES), la CGT régionale, par ses représentants, a demandé et fait approuver que «la décentralisation s'accompagne au niveau régional d'une adaptation de toutes les structures des différents services de l'Etat à la dimension administrative régionale découlant de la loi de 1972». Est-ce une confirmation pour une option sans retour pour une région des Pays de la Loire? Il y a certainement combat plus urgent à mener. Un examen critique de cette région ne serait pas superflu, au lieu de ce retour en arrière. Il serait intéressant de connaître la position de l'union départementale CGT de Loire-Atlantique, pendant qu'un débat s'amorce, sur le retour de la Loire-Atlantique au sein de la région Bretagne, à la CFDT.

Martial Catherine.

LES PAYS DE LA LOIRE					
	Tertiaire	Industrie	Bât.	Agric.	Total
Gain	73.000	3.500	1.000	—	77.500
Perte	5.000*	2.500	1.800	20.000 exp. 7.000 sal.	36.800
LA BRETAGNE (4 dpts)					
	Tertiaire	Industrie	Bât.	Agric.	Total
Gain	59.500	950	1.550	—	62.000
Perte	9.000*	3.000	3.500	23.500 exp. 6.500 sal.	45.500

* Il s'agit d'emplois non salariés



De l'idée à la clef

Entreprise du bâtiment
Saint-Pabu - Tél. 89.88.33

Y. PELLEAU



SNACK-BAR
Place de la Liberté
Téléphone : 80.19.19
Ouvert de 12 h. à 24 h.



SNACK-BAR
RECOUVRANCE
Téléphone : 45.08.50
Ouvert JOUR et NUIT



GOASGUEN

Distributeurs automatiques
22-29-56

Vente - Location - Dépôt - Gestion
Fourniture tous produits

64, rue Bruat - Brest
Tél. : (98)46.34.06

AUX PRESSES POPULAIRES de BRETAGNE

* **Fañch Morvannou** : Le Breton,
la jeunesse d'une vieille langue -
30 F Franco.

* **Le Calendrier 82** des prénoms
bretons - 17 F Franco.

* **La jeune B.D. bretonne** : des
créations originales d'une tren-
taine de dessinateurs et scénaris-
tes (44 pages - 30 F Franco).

Commandes aux Presses Populaires
de Bretagne, 18, rue Auguste-Kervern
B.P. 304 - 29273 Brest Cédex

L'ARTISAN DU DÉMÉNAGEMENT

DENIS PHILIPPE

FER - MER - ROUTE
Camions capitonnés Matériels spécialisés



50, rue Marcellin-Duval
29200 BREST - Tél. (98)03.11.52

BAR - BRASSERIE - RESTAURANT

"Les Antilles"

ouvert jusqu'à 2 heures du matin

12, rue de Siam - BREST

Après transformation le nouveau
Chef Gilles Le Guével propose ses
nouvelles spécialités devant la
clientèle.

Téléphone : (98)46.05.52

BAR - RESTAURANT



"CHEZ ANNICK"

MESMERRIEN - 29200 BREST
Tél. (98)02.19.73

ABONNEZ-VOUS

**LE PEUPLE
BRETON**

Boîte Postale 304 - 29273 BREST CEDEX

NOM PRÉNOM

ADRESSE

Souscrit un abonnement ordinaire : 70 F (1)
étranger : 85 F (1)
de soutien : à partir de 90 F (1)
un réabonnement (1) étranger, par avion : 105 F (1)

A partir du N° inclus.

Ci-joint le règlement par chèque postal (1)
chèque bancaire (1) (1) Rayer les
mandat lettre (1) mentions inutiles.

C.C.P. RENNES 2365-76

ABONNEZ-VOUS

**POBL
VREIZH**

en langue bretonne

NOM PRÉNOM

ADRESSE

Souscrit un abonnement ordinaire : 50 F (1)
étranger : 60 F (1)
de soutien : à partir de 60 F (1)
un réabonnement (1) étranger, par avion : 75 F (1)

A partir du N° inclus.

Ci-joint le règlement par chèque postal (1)
chèque bancaire (1) (1) Rayer les
mandat lettre (1) mentions inutiles.

C.C.P. RENNES 2746-79

Mécanique d'une occupation

La banderole « Usine occupée » en lettres rouges sur fond blanc, claqué au vent le long de la grille d'entrée cadenassée d'un câble mince. Une dizaine d'ouvriers discute de l'autre côté. Formalité d'entrée accomplie, nous sommes un groupe de trois qui nous dirigeons vers l'immense hangar de la Meunier S.A. A l'intérieur de l'atelier, les uns et les autres vaquent à des « occupations » déjà habituelles au bout de ce quatrième jour de durcissement d'un conflit démarré en débrayages deux mois plus tôt, le 24 novembre 81.

La salle de réunion choisie pour l'entretien se remplit rapidement. Parmi cette douzaine d'ouvriers (sur les quatre-vingt cinq que compte l'entreprise brestoise), aucun n'est représentant du personnel. En ce moment, les délégués sont en négociation avec la direction.

Le pourquoi de l'occupation est vite expliqué. Il ne comporte qu'un chapitre: les employés demandent une augmentation de salaire de 5%, au titre de la récupération par rapport aux rémunérations pratiquées dans les différentes entreprises de la région qui travaillent dans le même secteur d'activité.

Pourquoi se limiter à une seule revendication? « Pour éviter la dispersion », répondent-ils. « Lorsque les patrons ont devant eux une longue liste de revendications, ils font régulièrement en sorte de discuter sur quelques-unes et d'éliminer les autres ».

Le moyen de pression rendant possible cette occupation: la garde par les ouvriers à l'intérieur des ateliers, de culasses destinées aux ferries de la B.A.I., tels « l'Armorique », le « Prince of Brittany ». « Lorsqu'on fait des débrayages à la Meunier S.A., on est vite coincé parce que ce type de mouvement ne gêne pas l'entreprise à cause des délais élastiques de livraisons des pièces de mécanique de précision qui y sont fabriquées. Le fait qu'on détienne les culasses contraint la direction à négocier; si elle n'y est pas obligée, elle ne le fera jamais. Par contre, en bas, dans la zone industrielle de Kergonan, l'entreprise Meunier (1) qui elle fait de la réparation navale notamment, ne peut pas supporter longtemps des mouvements de grève ».

Préparation inexistante

S'il y a revendication unique, c'est

aussi parce que les autres sont moins aisément formulables. Ainsi, celle concernant le climat social qui règne dans l'entreprise. Un graffiti du genre: « Plusieurs fois, j'ai rêvé que je me coupais les doigts. Pourquoi? Le rendement d'accord. L'abrutissement jamais! » peut difficilement être couché sur le papier d'une demande de négociation avec une direction, quelle qu'elle soit. Même chose pour cette réflexion: « Qu'on nous prenne pour des cons, c'est déjà pas agréable. Mais en plus qu'on nous le dise ouvertement, ça devient impossible! »

Quant à leurs chefs d'équipe, les ouvriers ont la nette impression qu'ils servent un peu de garde-chiourmes: « Toujours sur notre dos à nous surveiller, ce sont de bonnes courroies de transmission pour la direction ».

A l'intention de cette direction, ils ont l'appréciation suivante: « Les tentatives de sa part de diviser les gars ne marchent plus maintenant. En bloquant le dialogue social depuis des années, elle a fait une erreur: mécontenter les ouvriers, les écœurer au point qu'ils sont tous soudés aujourd'hui ».

Des salaires qui sont devenus inacceptables, un climat de travail qui s'est détérioré au jour le jour, telles sont les deux données d'un problème qui en comporte une troisième qui leur est liée, à savoir l'organisation du travail dans l'entreprise. « La préparation du travail, c'est capital au niveau de la production et cette préparation est inexistante » déplore un ouvrier. « Pourtant, nous sommes en mesure d'apporter des solutions susceptibles de réduire nos contraintes pour effectuer le travail, et d'augmenter la rentabilité de l'entre-

prise. Mais dès qu'on ouvre la bouche pour faire des propositions de ce genre, on nous envoie balader ». Un autre employé ajoute: « Mais nos 5%, ils sont là dedans, dans cette préparation du travail qui devrait être cohérente, qui aurait le double avantage de permettre un redressement de la production et d'améliorer l'ambiance de travail ».

Indépendance

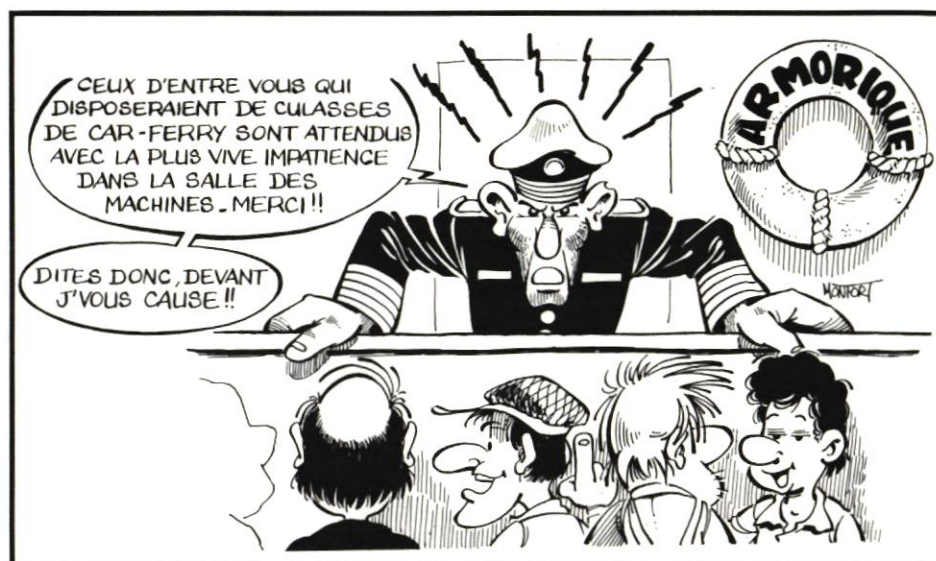
Pour ceux qui affirment: « Nous ne sommes pas les pestiférés du groupe Meunier! » l'issue du conflit qu'ils vivent est capitale pour l'avenir de l'entreprise. Cet esprit de responsabilité, ils ont également voulu qu'il soit présent dans les négociations: « Les délégués représentent le personnel et non un syndicat (2). On a voulu mettre en avant cette notion de résolution interne du conflit, d'indépendance, car ce qui se passe actuellement est trop important pour la suite. Les responsables syndicaux du coin ont très bien compris notre attitude qui vise avant tout à éviter des polémiques, à rechercher la mobilisation de chacun des ouvriers laquelle a été réalisée ».

□

(1) En sus de Brest, le groupe Meunier comprend des usines de réparation et de fabrication de pièces de précision à Lorient.

(2) La CGT et la CFDT sont présentes à part égale dans l'entreprise.

Après une semaine de conflit, le travail a repris le 29 janvier. Ce qui a été obtenu à l'issue des négociations concerne les salaires (augmentation 1%), le temps de travail (passage de 40 à 39 h sans perte de salaire, le 1^{er} septembre à 39 h voyant une perte compensée à 50%), la 5^e semaine semaine de congés payés.





N' EN JETEZ PLUS !

Le Bro-Gozh des rouges

FRATERNELLEMENT uni à mes douze mille camarades d'un soir, et conforté par leur mâle détermination, j'ai senti brusquement la gorge me serrer. 20 h 25. La voix dans les hauts-parleurs vient d'avertir: «On va chanter ensemble l'hymne des rouges!»

Diable! A peine la horde rouge a-t-elle pénétré sur le terrain que le chant s'élève. Gloire aux Rouges, vive le stade brestois!

Qu'alliez-vous croire? Ce n'est pas l'Internationale. Mais c'est quand même le «Bro-gozh» tout fraîchement enregistré par une chorale de Carantec... On perçoit mal les paroles, heureusement car «O Breizh» semble remplacé par quelque chose comme «Stade Brestois -wa-wa» et je ne jurerais pas qu'il n'y a

pas un couplet à la gloire du généreux sponsor Edouard Leclerc.

Dans les tribunes, certains se lèvent. A côté de moi, dans les «Populaires», on est déjà debout. Il y en a qui sifflent: difficile de recevoir sa bretonnité plein les oreilles, surtout devant tout le monde. La plupart ont l'air bien contents. Mon voisin finit sa troisième bière: «On se croirait à Cardiff!» Plus bas, on discute: «Mais c'est le chant breton!» «Penses-tu, c'est l'hymne gallois...». Un peu plus loin, on chante.

Mais déjà les Rouges bousculent les Jaunes de Peugeot-Sochaux, représentants du patronat de combat. On les aura! Allez les Rouges, Bevet Breizh et vive Leclerc!

Jean Guéguénat.

Vous avez bien dit décentralisation ?

PARIS va être, dans les années 80, un chantier assez colossal. Les dépenses qui doivent être engagées pour le programme des grands travaux doivent frôler les dix milliards de nouveaux francs. On mesurera peut-être mieux l'énormité de la somme en signalant qu'elle équivaut à la construction de... 170 villages de vacances comme celui qui était prévu à Plovan et dont le budget devait, paraît-il, sauver l'emploi dans le bâtiment en Cornouaille.

Les projets les plus coûteux sont le Parc de la Villette, la construction d'un nouveau ministère des finances, le musée d'Orsay, et la construction d'un nouvel opéra. Les projets issus principalement du travail de Robert Lion (1) collaborateur proche de Pierre Mauroy, ont

été discutés à l'Elysée les 12 et 26 janvier et ont été présentés à Chirac courant février. Ni à l'Elysée ni à la mairie de Paris, on ne cache leur caractère de prestige et leur liaison avec l'exposition universelle de 1989.

Le projet du Parc de la Villette atteint des chiffres vertigineux. Pour le seul Musée des Sciences et des Techniques on en est déjà à 320 milliards (anciens), et ce n'est peut-être pas fini. Le maître d'œuvre du projet parisien est bien connu dans les milieux... de la décentralisation puisqu'il s'agit de Paul Delouvrier. Autour du Musée, sera aménagé un parc en pleine ville dont on n'a pas encore annoncé le coût même s'il doit paraître être relativement modeste en regard du reste. Doit également être incluse dans le

parc, une cité musicale aux contours encore fort imprécis et au budget en conséquence, imprévisible.

Le ministère des Finances, qui occupe actuellement une aile du Louvre, doit déménager. On ne sait pas encore bien où, mais il est certain qu'au moins deux cents milliards anciens seront nécessaires pour créer un nouvel ensemble abritant cinq mille fonctionnaires, pour qui être proches du centre «est un impératif». Pour cinq mille autres, probablement moins indispensables, on envisage une décentralisation vers... Saint-Quentin-en-Yvelines.

Le musée d'Orsay, qu'on aménage, va revenir à peu près trois fois plus cher que ce qu'on prévoyait à l'origine et la facture se situe actuellement à hauteur de 100 milliards. Le nouvel opéra, sans doute à la Bastille, pourrait coûter davantage encore, au moins deux cent cinquante milliards.

Et on néglige ici quelques constructions annexes... C'est donc, en faveur uniquement de la capitale que s'établit un programme de grands travaux, dont on peut dans quelques cas s'interroger sur l'urgence, et dans d'autres sur la nécessité absolue qu'ils soient situés à Paris.

Paris enfle

Il semble d'ailleurs que les perspectives d'aménagement du territoire ne s'orientent pas du tout dans le sens d'une limitation de la croissance de la région parisienne; une croissance dont il faudra pourtant bien un jour passer au crible les divers coûts, sociaux, avec la question énorme des transports, culturels avec la volonté de renforcer la sphère d'influence parisienne et bourgeoise, psychologiques avec le déracinement des jeunes que la nécessité de trouver du travail conduit encore à Paris.

Or, tout en prônant la régionalisation, les partis au pouvoir renforcent la puissance de l'agglomération parisienne.

Le parti communiste est celui qui va le plus loin dans ce sens. Il vient de présenter un plan de développement industriel pour l'Île de France, car, selon Georges Marchais, **pour vaincre le chômage et doter la France des moyens économiques, dont elle a besoin, il faut assurer une reprise vigoureuse de l'activité industrielle dans la région parisienne**. Le PC fait l'analyse selon laquelle la décentralisation industrielle des années soixante a eu pour objet le démantèlement des bastions ouvriers de la région parisienne, et que l'aménagement du territoire avait des buts plus politiques qu'économiques. Ce n'est sûrement pas entièrement faux. Mais il semble parfaitement illusoire d'espérer retrouver les réflexes révolutionnaires par une centralisation nouvelle. Le plan présenté en janvier par Paul Laurent et Philippe Kerzog est pourtant fort précis, qui envisage la création dans les quatre ans à venir de deux-cent mille emplois **industriels** dans la proche région parisienne. Le PC propose d'axer ces emplois sur l'électronique, l'informatique, l'aéronautique et la biochimie, autant de domaines où, pourtant, plusieurs régions avaient fait montre de dynamisme.

Michel Rocard ne semble pas telle-

ment plus décidé à prendre le taureau par les cornes. A Morlaix, il a signalé, il y a peu de temps qu'il était hors de question de faire des « greffons » c'est-à-dire de couper les meilleures branches des arbres de la région parisienne pour tenter de les implanter ailleurs. Que les régions trouvent en elles-mêmes les moyens de leur développement ! Encore faudrait-il qu'elle en aient les moyens, et qu'on se décide à imposer, par le biais des nationalisations par exemple, un véritable plan de développement équilibré, c'est-à-dire ne réservant pas aux régions périphériques les seules activités

de fabrication.

La décentralisation économique est absolument liée à une planification qu'on ne perçoit guère. Au contraire, elle semble permettre une concurrence sauvage entre régions, une course où celles qui sont les mieux loties au départ ont toutes les chances de voir s'accroître leur avance. Les groupes nationalisés ont des structures qui répondent aux impératifs du capitalisme, et des objectifs qui sont liés au profit maximum. Leur restructuration est nécessaire, en direction des régions qui ont le plus souffert de leur

politique passée.

Mais c'est une question de volonté politique, qui, à travers les exemples que nous avons cités, n'apparaît guère. Cette décentralisation dont chacun parle, il faut qu'elle reçoive un contenu autre qu'administratif. Sans quoi elle apparaîtra aux yeux des travailleurs de ce pays comme un cadre vide, incapable de modifier les conditions réelles de la vie. Ça serait quand même grave...

J.G.

(1) Qui s'y connaît en logement social pour avoir été délégué général de l'Union des HLM...

DANS LA SÉRIE : « RAJOUTEZ-EN, AU CONTRAIRE »

De Benac'h à Ar C'hozh Varc'had

« De Callac à Lannuon (Lannion), la route n'est pas directe, mais pour peu que vous ayez du temps et soyez d'humeur baladeuse, faites un détour par Ar Chapel Nevez (La Chapelle Neuve). De là, pour rejoindre la R.N., prenez plutôt Plougonver qui vous mènera à Benac'h (Belle Isle en Terre). Ensuite, c'est à Plounévez-Moedec que vous bifurquerez afin de rejoindre Plouaret. Pendant que vous y serez, n'hésitez donc pas à faire un crochet du côté de Ar C'hozh Varc'had (Vieux Marché), vous ne serez pas déçus »...

En attendant l'arrivée des dépliants de syndicats d'initiative qui rendront à la Bretagne ce qui n'a jamais appartenu à César, la défrancisation était de règle le 13 février dernier, au profit de son pendant : la rebretonisation.

Lassée du manque évident de volonté des municipalités bretonnes sollicitées pour apposer le bilinguisme indicateur sur le territoire de leurs communes respectives, Skol an Emsav s'est en effet mise à hâter le processus. De grandes lettres autocollantes noires sur fond blanc ont rectifié le tir sur des panneaux d'entrée de 57 communes. Et ce n'est pas fini, tant que le bilinguisme ne sera pas de mise sur les panneaux indicateurs bretons.



« Nous ne lançons pas une telle campagne uniquement par respect pour la toponymie bretonne » commente Skol an Emsav. « En bretonnant des symboles officiels, nous montrons notre ferme volonté de donner sa place à notre langue dans la vie publique ».

Quant aux conseils municipaux concernés, si certains d'entre-eux demeurent résolu-

ment rétifs à toute graphie bretonne (au cas où ils ne tolèrent pas cette insupportable ingérence dans les affaires intérieures et touristiques de leurs communes), ils seront contraints pour l'ôter de leur vue, soit de faire comme les autruches, soit d'arracher les lettres autocollantes par petit bouts : une fois posées, elles étaient immédiatement lacérées au cutter.

RESTAURANT - BAR

Le Batel

Spécialités :

Fruits de mer - Poissons - Plats régionaux

23, rue Fautras 29200 BREST Tél. 44.51.02

DIRECTION : GÉRARD LE SANN

LAMBE - CARAVANES

à 3 km de la clinique du TROMEUR — « Pen-ar-Valy » - 29290 MILIZAC
(à 6 km de BREST-LAMBEZELLE) - Tél. (98) 03.25.24

Caravanes BURSTNER - MESSENGER

« Breizh Kabigs »

247, rue Jean-Jaurès

Petite et grande taille

« Yveline »

Prêt-à-porter féminin

1, rue Inkerman - 29200 BREST

Des nouvelles du Carnet

L'implantation d'une base nucléaire en Basse-Loire est-elle un fait acquis? Dans l'optique gouvernementale, manifestement oui. Ce qui provoque sur place un certain embarras de l'appareil du parti socialiste. Nattiez, le député, essaye de gagner du temps. Il ne faut pas, pour lui, confondre les forages avec l'implantation, l'enquête avec la décision. Bref, la mobilisation n'est pas la guerre. Pour les deux ans qui viennent, il n'y aura rien, assure-t-il. Après? Tout dépend du plan national de développement, selon que la demande en énergie augmentera beaucoup ou pas. Des propos donc, qui tendent à atténuer la lutte...

Ce n'est pas le cas de ceux tenus par le PC qui, pour justifier son attitude pronucléaire relativement récente, a des arguments proprement ahurissants. Tantôt, il s'agit d'améliorer la couverture énergétique des Pays de Loire, tantôt d'assurer leur indépendance énergétique! Il faut quand même rappeler que la production d'énergie est fort abon-

dante, en Loire-Atlantique, en particulier avec Cordemais et maintenant avec le terminal méthanier de Montoir de Bretagne, qui va être approvisionné en gaz algérien. Cette abondance d'énergie n'empêche pourtant pas la Loire-Atlantique de connaître un taux de chômage dramatique et de voir son tissu industriel s'effiloche...

C'est sur ce genre de combat que se fondent les opposants à la centrale nucléaire du Carnet. Des opposants qui sont loin d'être moribonds, comme les médias ont pris l'habitude de les faire apparaître, même s'ils manquent d'organisation et de base militante. Les marais de Saint-Viaud, guignés par EDF, sont des terres quasiment désertes personne n'y habite et peu en vivent. Les paysans qui ont pris la tête de la contestation appartiennent à la FDSEA, qui semble décidée à les soutenir, ainsi que les paysans-travailleurs. Autrement? L'UDB, bien sûr, le PSU, la SEPNE toujours active, mais le mouvement populaire a de la difficulté à se structurer.

Et comme ailleurs, on brocarde facilement les aides extérieures. C'est même peu dire devant certaines provocations telles que les coups de fusil ou la dégradation des véhicules des gens venus manifester. Une certaine forme de violence s'amorce, et, comme à Plogoff, n'est pas le fait des défenseurs du site.

Les forces de police commencent à se montrer — et à faire preuve d'intimidation. Quand les véhicules de gendarmerie viennent d'Ancenis — des véhicules blindés bien armés — on voit que les méthodes d'après mai ne sont pas très différentes de ce qu'elles furent avant. Et, localement, ça fait un sérieux choc; comme aux habitants de Plogoff venus, selon la promesse faite en juin, apporter leur soutien.

La comparaison avec Plogoff, s'impose, en effet. Ce qui se passe au Carnet ressemble fort aux débuts des événements dans le Cap-Sizun; ce désarroi, cette mobilisation progressive et cette détermination ensuite. Une différence notable pourtant: le PC est ici hostile au mouvement antinucléaire, alors qu'à Plogoff il en a soutenu les débuts. Mais le PS attend ici aussi son heure, pour le moment soucieux de mettre un couvercle sur la cafetière. Reste à savoir si la lutte du Carnet prendra une dimension populaire et bretonne comparable à celle de Plogoff...

□

pb.service

• Théâtre:

Le 23, à 21 h, au centre social av. Kennedy à Guingamp, «Molly Bloom» d'après «Ulysse» de James Joyce. Une pièce qui est un témoignage sur la condition des femmes.

• C.R.E.P.T.A.B.:

Prochains stages à La Feuillée en Huelgoat: le 7 mars, Compostage de bois et broussailles, par Annie Bourdon; le 4 avril, Réhabilitation de l'habitat ancien et utilisation des énergies renouvelables, par Christian Jallais; le 18 avril, Le Chauffe-eau solaire, par Jean-Louis Huguenin; les 24 et 25 avril, Les éoliennes, par Yves Boulay (Rens. et inscr.: CREPTAB, Maison des Maronniers, 29251 La Feuillée, Tél. (98) 99.61.87).

• animateurs en C.V.L.:

Le F.D.A.F.R. (famille rurale) organise du 13 au 18 avril une session de spécialisation pour l'obtention du Brevet d'Aptitude aux Fonctions d'Animateurs en Centre de Vacances et de Loisirs (Rens.: F.D.A.F.R., 16, rue de Penhoët, BP 647, 35008 Rennes Cedex, Tél. (99) 79.49.49).

• Disques, bouquins, brochures:

Solde de bouquins, brochures, disques au bazar de l'U.D.B., 18, rue Auguste-Kervern à Brest. La boutique est en cours de réorganisation et des soldes, un rien démentes, y seront pratiquées durant tout ce mois.

• Strollad ar Vro Pagan:

Le 4 à Plouguin, le 20 à Morlaix (au Théâtre) et les 27-28 à Plouguerneau, Strollad ar Vro Pagan donne son nouveau spectacle «Spontus Circus».

• Gouel ar Brezhoneg:

Elle aura lieu cette année à Guingamp du 23 au 30 mai. Pour tout contact: Centre culturel breton, Place de Verdun, 22200 Guingamp. Tél. 96/21.27.88.

• M.C. de Rennes:

Du 2 au 7 «A chacun sa vérité» de Luigi Pirandello, par la comédie de Rennes; les 9 et 10, «Gaston Portail contre Raoul Casbognac philosophe» par le Théâtre du Miroir; le 10, récital Anna Prucnal; du 13 au 20, 9^e festival des Arts Traditionnels; le 30 récital Barbara.

• Cinéma au Grand Cordel:

Les 5, 12, 19, 26 et le 2 avril, cycle du cinéma japonais avec des films de Kurosawa, Mizoguchi,

chi, Ozu, Hani et Oshima (rue Mirbeau à Rennes).

• Carrefour celtique:

Du 6 au 25, carrefour des pays celtiques, avec concours-récital de cornemuse, concert de musique irlandaise, productions TV des pays celtiques, théâtre en gallois (Rens. et inscr. Centre Breton d'Art Populaire, 37 bis, rue Victor Hugo, 29200 Brest. Tél. 98/46.05.85).

• Seizh Avel:

Au café-animations Ar Seizh Avel (Konfort 22 Prad): le 5, Katell; le 6, à 16 h, permanence magnétothèque du Trégor et à 21 h, montage et débat avec Amnesty international; le 13, le groupe Rum; le 19, Luce Dautherie; le 21, démonstration de lutte bretonne; le 26, Pourquoi pas; le 27, fest-deiz gratuit; le 2 avril, Georges Quillou, conteur; le 3, démonstration de jeux bretons; le 16, Kevin Burke et Michael O'Donnell (ex-Bothy Band) — Plus stages de breton et de flûte traversière en mai (inscr. au 96/35.80.64).

• Stage musique:

Les 27 et 28, à Kerallic (22310 Plestin les Grèves), stages de sonneurs de couple, de kanha-diskan, d'accordéon diatonique (Inscr. et Rens. aux 96/38.28.05 et 36.62.75).

• Au P.A.C.:

Organisé par le Palais des Arts et de la Culture de Brest: le 3, jazz, Michel Portal Unit à l'Atalante; le 5, Fabienne Thibault à l'Atalante; le 9, Michel Jonasz à Penfeld; les 19 et 20, Productions régionales à la TV dans les pays celtiques, à la salle des conf. de la mairie.

• Spectacle Caussimon:

Le 9 à 21 h, récital de Jean-Roger Caussimon à la salle Robien de St-Brieuc (Org. UDB).

• CRIDEV:

Du 3 au 9 mars, à l'Arvor, «Le sang du flamboyant» de François Migeat (film sur le peuple martiniquais).

• Cinéma breton:

Distribution/Création, réseau associatif/réseau commercial: thème des assises du cinéma breton à Douarnenez les 11 et 12 (Rens. au 98/92.10.07).

• Peintures:

Expo des œuvres de J.F. Chaussepied à la MJC du Grand Cordel à Rennes, jusqu'au 19.

• Au CAC:

Le mois au Centre d'Action Culturelle de St-Brieuc: le 2, «Victimes du devoir» d'Eugène Ionesco, par le Théâtre de la Chamaille, au Théâtre; le 12, Rum, folk flamand, au Théâtre;

le 19, «C'est ainsi si bon vous semble» de Pirandello, par la Comédie de Rennes, à Robien; le 26, «Molly Bloom» d'après James Joyce, avec Garance, au théâtre; le 31, «Rashomon» du poète japonais Akutagawa, par le groupe des Chevaux de feu et J.M. Binoche, au théâtre. Du 23 au 26: semaine du cinéma polonais (au Royal ou au rocher Martin); les 2 et 3, les 16 et 17, les 30 et 31, cycle du jeune cinéma allemand (séances à la Maison du Peuple en matinées et soirées).

• Infos téléphonées:

On peut obtenir les informations téléphonées de la fédération UDB de Loire-Atlantique en appelant le 40/74.25.89.

• A propos de collectage:

Les groupes chants du Cercle Breton de Nantes ont publié un recueil d'une trentaine de chants, collectés essentiellement dans le Pays de Retz, le Pays de Guérande, le Pays Briéron, le Pays Mitau, qui sont aussi bien mélodies que chants à danser. Le livret est disponible au CBN, BP 612, 44016 Nantes Cédex.

• Etude du breton:

L'équipe pédagogique d'Ar Falz vient de publier un livret accompagné d'une cassette enregistrée comprenant les interviews de huit personnes, toutes du Léon, parlant le breton qui est leur langue quotidienne. Entretiens portant sur un sujet peu connu: le métier de goémonier du Léon, sur lequel s'expriment des professionnels (Ar Falz, 1, place du Marchallac'h, 29210 Morlaix; somme de 40 F par chèque).

• B.D.:

Le 6, «Etats caporaux» de la B.D. à la M.J.C. de Douarnenez, Bd Camille Réaumur.

• Demande d'emploi:

— J.H. 26 ans, cherche emploi accueil hébergement dans association. Expérience 2 ans, FUAJ Etudierait toutes propositions autres. Si possible Côtes-du-Nord ou proche — J.-Luc Le Theillier, 14, rue Docteur Rochard, 22000 St-Brieuc.

— Breton installé en Espagne voudrait pouvoir travailler en Bretagne durant les mois d'été. Outre le français, parle l'anglais et l'espagnol couramment — Yann Marais, Calle General Elorza 77 A, 6^e K, Oviedo, Asturias, Espagne.

— Concours interne sur épreuves pour l'accès à l'emploi d'O.P.2 Terrassier-Maçon pour le Service des Inhumations: les déclarations de candidatures doivent être adressées à «M. le Maire de la ville de Brest, Bureau du personnel, Hôtel de ville, 29200 Brest», pour le 5 mars.

LES CANDIDATS DE L'U.D.B. AUX CANTONALES

FÉDÉRATION DE BREST

Brest-Centre: Fanch Morvannou, 49 ans, professeur de breton à la Faculté des lettres de Brest.

Brest ZUP: Anne-Marie Kervern, 36 ans, Documentaliste.

Brest-Nord: Jean Marot, 44 ans, enseignant en maths à la Faculté des sciences de Brest.

CENTRE-BRETAGNE

Le Huelgoat: Marie-Hélène Melou, enseignante.

CORNOUAILLE

Briec de l'Odé: Hervé Latimier, 32 ans, secrétaire général de l'inspection académique du Finistère.

Quimper 1: Jean Guillou, 47 ans, professeur de lettres.

Douarnenez: Jean-Alain Le Goff, 39 ans, professeur d'allemand.

Plogastel St-Germain: Jeannine Ansquer, 34 ans, agricultrice.

BAS-LÉON

Ouessant: René L'Hostis, 38 ans, acheteur en réparation navale.

Lesneven: Jean Jestin, 38 ans, cadre du Crédit Agricole.

St-Renan: Jakez Castrec, 32 ans, attaché d'administration.

HAUT-VANNETAIS

Vannes centre: Jean-Paul Muri-gneux, 27 ans, monteur électricien à EDF.

Auray: Philippe Lorcy, 25 ans, employé PTT.

Malestroit: Bernard Hangouet, 25 ans, maître d'externat.

Grandchamp: Armel Mandart, 34 ans, psychologue.

RENNES

Rennes 4: René Rouchausse, 47 ans, infirmier.

Rennes 3: Michel Génin, 30 ans, comptable.

RANCE-PENTHIÈVRE

St-Brieuc Ouest: Roger Le Guel-lec, 45 ans, professeur au Lycée du Bâtiment.

St-Brieuc Est: Michel Le Chartier, 26 ans, ouvrier spécialisé.

St-Brieuc Sud: Yves Guillou, 43 ans, ingénieur du Génie rural.

Lamballe: Pierre Queau, 25 ans, employé de banque.

St-Malo: Joël Martini, 28 ans, agent de bureau.

TRÉGOR-GOËLO

Guingamp: Jean-Yves Le Bras, 30 ans, ingénieur comptable.

Lannion: Jean-Louis Le Mée, 42 ans, médecin généraliste.

Tréguier: Roger Perrot, 44 ans, commerçant en articles maritimes.

Lezardrieux: Monique Rémond, 27 ans, secrétaire de direction.

Lanvollon: Yvon Le Flohic, chauffeur de car.

Belle-Isle en Terre: Yane Ker-voas, 27 ans, caissière.

PAYS DE MORLAIX

Sizun: Jeanine Rozec, 41 ans, animatrice professionnelle.

LOIRE-ATLANTIQUE

Nantes 2: Hélène Vatinos, agent GDF.

Nantes 4: Michel François, 28 ans, informaticien.

Nantes 6: Patrik Pellen, 31 ans, électro-mécanicien.

Nantes 8: Gilles Servat, 35 ans, auteur-compositeur.

Saint-Nazaire-Centre: Geneviève Baudry, 35 ans, infirmière.

Montoir de Bretagne: Jean-Yves Gloannec, 36 ans, employé.

St-Gildas des Bois: René Martin, 35 ans, agriculteur.

Orvault: Jean-Louis Jossic, 35 ans, musicien.

La Chapelle sur Erdre: André Le Bihan, 40 ans, agent de bureau.

Vallet: Joël Boulzennec, 36 ans, ouvrier biscuitier.

St-Herblain: Kristian Pellen, 34 ans, enseignant.

Rezé: Jean-Luc Normand.

LORIENT

Lorient Kercado: Annie Perillou-Demion, 37 ans, infirmière surveillante.

Lorient Centre: Roger Tassin, 40 ans, professeur d'anglais.

Lorient sud: Joël Guegan, 47 ans, professeur de physique.

Pont-Scorff: Yannick Quene-hervé, 29 ans, ouvrier SBFM.

Baud: Georges Moinard, 44 ans, plombier chauffagiste.

CHRISTIAN, POURQUOI ?

Le 31 janvier l'un des nôtres, Christian Le Thoër, de Clohars-Carnoët a été vaincu par une maladie pour laquelle on fait la quête dans les rues, au pays de Descartes. Il avait vingt-huit ans.

On ne peut pas laisser partir Christian sans dire quelques mots. Quelques mots dérisoires sûrement, mais...

Son intelligence, son attention, sa disponibilité pour les autres, sa modestie, son humour étonnaient. Il était venu vers l'UDB avec, sur le plan politique, comme sur les autres, son exigence de vérité, son rejet du bluff. Je ne désigne personne.

Quant on m'a annoncé, il y a plusieurs mois déjà la gravité de sa maladie, j'ai eu un tel coup de vieux que ma femme m'a demandé ce qui se passait. Certes, je ne le connaissais pas plus que d'autres, mais était-ce bien nécessaire ? Une des infirmières du service radio qui l'a seulement connu la dernière semaine m'a elle-même parlé de lui en des termes inattendus chez quelqu'un qui travaille dans sa spécialité.

Et cette mort stupide vient nous l'enlever. Pourquoi ? C'est pourtant bien pour que ce genre d'hommes vive en Bretagne qu'il faut se battre. Comme il l'a fait jusqu'à la fin, en connaissant sa maladie. Il voulait venir à l'assemblée de fédération du 30. Il est mort le 31.

Joël Guégan,
Fédération de Lorient.

Ceci VOUS concerne !

BULLETIN D'ADHÉSION

Nom : Prénom :

Adresse :

déclare vouloir adhérer à l'U.D.B.

Signature :

A le 19.....

Adressez ce bulletin (decoupe ou recopie) à : U.D.B. - B.P. 304, 29273 BREST CEDEX

DOSSIER IRLANDE

On y arrive à cette suite de notre Dossier Irlande que nous n'avons pu publier à suivre en raison de la pagination limitée du Peuple Breton. Ce mois-ci, après l'aspect reportage et celui historique (lire les P.B. n^{os} 214 et 215 datés d'octobre et novembre 81), c'est l'aspect analyse qui est privilégié avec un article de J.-C. Cassard et K. Pellen qui présentent la position de l'Union Démocratique Bretonne sur la question irlandaise. Autre signataire de la délégation U.D.B. ayant effectué le voyage en Irlande, Yvon Le Floc'h, qui donne son point de vue sur le problème nord-irlandais. Un entretien avec Seamus Lynch et Richard Mac Auley, deux responsables politiques à Belfast, complète ce troisième et dernier volet du dossier.

Andersontoun News



Belfast. Manifestation le long d'un bâtiment du R.U.C. (Royal Ulster Constabulary), la police britannique. Ces affreux pavés sont répartis stratégiquement dans le quartier catholique principal de la ville.

S'il fallait d'un seul mot définir le problème nord-irlandais c'est bien le terme « complexe » qui conviendrait le mieux. La complexité du problème est due à l'histoire, aux traditions, à la culture, aux religions, à la politique, à l'économie, aux aspects sociaux. Tous ces éléments qui s'imbriquent, s'interpénètrent, ont créé une situation particulièrement difficile de laquelle il peut sembler à priori quasi-impossible de sortir.

Les solutions passionnelles, ou radicales qui sont aussi les plus simplistes, du moins les plus faciles à imaginer en théorie, sont celles qui trouvent aujourd'hui un écho relativement favorable en Irlande du Nord et peut-être encore plus à l'étranger. Ces solutions radicales sont préconisées, les armes à la main, par les nationalistes irlandais catholiques d'une part et par les extrémistes loyalistes protestants d'autre part. En face de ces deux positions extrêmes et nationalistes, existe une autre possibilité dont on parle moins dans la presse, peut-être parce qu'elle est moins spectaculaire et aussi plus gênante dans la mesure où elle remet en cause la structure de classe de la société Nord-Irlandaise. Il nous appartient à nous socialistes, de prêter une oreille attentive à cette solution.

Depuis 1972, la vie publique en Irlande du Nord peut se décrire comme

LE CHEMIN SERA LONG...

étant une suite d'événements passionnels, une suite de temps forts provoqués et entretenus par les deux extrêmes ou au contraire visant à contrecarrer émotionnellement cette montée de la violence. C'est ainsi qu'après la mort accidentelle de deux enfants tués par une voiture de l'IRA en fuite, s'est créé un très puissant mouvement pour la paix regroupant des femmes de toutes tendances religieuses. Ce mouvement a disparu deux ans plus tard faute d'avoir pu s'implanter réellement dans les milieux les plus populaires des deux bords.

Au bout du compte, ces dix dernières années ont vu s'opérer l'affaiblissement des partis modérés (comme l'Alliance Party) « classes moyennes » et le renforcement des partis extrémistes et des groupes para-militaires (Ira Provos et UDA protestante).

Les solutions « radicales »

Les protestants. La solution des groupes extrémistes protestants c'est la poursuite et le renforcement de la politique de prédominance d'un groupe sur un autre, en l'occurrence la prédominance du groupe protestant sur le groupe catholique en niant à ces derniers le droit de s'exprimer et de prendre une part réelle aux responsabilités politiques et économiques en Ulster. Le pasteur Y. Paisley ne cesse de rappeler que l'Irlande du Sud n'est pas loin et que les « papistes » n'auraient finalement que quelques miles à faire pour se retrouver chez eux en Eire. Eventuellement une solution à la rhodésienne (après le retrait des troupes britanniques et la proclamation de l'indépendance de l'Ulster) fournirait la solution dans les prochaines années.

Les catholiques. La solution radicale proposée par l'IRA ou sa branche politique, le Sinn Féin est fondée sur la revendication de base d'un retour sans condition de l'Ulster dans l'Eire, obligeant ainsi la communauté protestante installée en Ulster depuis quatre cents ans à devenir du jour au lendemain archi-minoritaire ou à gagner la Grande-Bretagne.

La possibilité d'une guerre civile et la

nécessité d'une victoire militaire totale sur l'autre groupe.

La solution socialiste

Face à cette situation bloquée, les socialistes des «Republican clubs» avancent des propositions qui permettent de voir la situation Nord-Irlandaise sous un jour nouveau. «Clubs Républicains» est le nom donné au Nord au SFWP (Sinn Féin the Worker's Party) ex Sinn Féin officiel. Depuis 1974, les clubs républicains refusent la solution armée car au bout du compte, celle-ci ne sert qu'à renforcer les partis extrémistes et à creuser encore davantage le fossé entre les deux communautés du Nord, empêchant ces deux communautés de rechercher conjointement des solutions politiques et démocratiques.

Les clubs républicains refusent le découpage de la vie politique en deux blocs calqués sur l'appartenance religieuse. Pour les clubs Républicains qui parlent en tant que socialistes, les deux blocs qui devraient s'opposer sont des blocs de classe. En effet, la récession, le taux énorme du chômage, les problèmes sociaux frappent les couches les plus défavorisées, des deux communautés qui devraient se regrouper sur une base de classe face à la classe dirigeante. Les clubs républicains affirment que ce regroupement est possible. Ils affirment que cette prise de conscience existe déjà parmi les éléments les plus progressistes des deux communautés et que des réunions communes ont déjà eu lieu, même si en ce moment les choses se trouvent provisoirement au point mort en raison d'actions comme celles des H blocks.

Le SFWP et les Clubs républicains, demandent: la suppression de la «Direct Rule» (Régie directe de Londres) britannique sur l'Irlande du Nord. La mise en place d'une assemblée générale élue au suffrage universel et disposant de pouvoirs très étendus. Les clubs sont opposés au partage des pouvoirs tels qu'ils existaient au Stormont jusqu'en 1972 parce que ce partage du pouvoir se faisait sur une base uniquement nationalisée et religieuse et éva-

luait complètement l'aspect de classe de la vie politique.

Les clubs républicains n'ont plus comme objectif n° 1 le rattachement de l'Ulster à l'Eire. Ils permettent ainsi d'ouvrir le dialogue avec la communauté protestante et ils peuvent ainsi dégager une plate-forme d'action sociale commune qui devraient permettre aux éléments progressistes des communautés de se retrouver et de travailler ensemble sur des bases non sectaires de classe.

Le mot d'ordre du SFWP est Peace-Work-Class Politics: «Peace» (Paix) signifie la condamnation du terrorisme et de l'intervention armée britannique; «Work» (travail) est un appel à la reconstruction industrielle, à l'implantation et au développement d'industries nouvelles, aux nationalisations et à la lutte contre le chômage; «Class politics» (lutte des classes): le SFWP appelle tous les travailleurs à l'unité. Il se déclare prêt à défendre tous les travailleurs quelle que soit leur appartenance religieuse.

En tant que parti socialiste et parti frère du SFWP, l'UDB ne peut que partager la justesse de l'analyse des clubs républicains et la soutenir. Nous sommes parfaitement conscients que cette position va en ce moment à contre-courant de l'opinion publique en général. Il est évident que la majorité des catholiques d'Irlande du Nord soutenait la grève de la faim; le nombre de drapés noirs et la multitude de portraits de «martyrs» morts aux fenêtres des quartiers des Falls en est une preuve. Le mouvement des «Blanket men» suivi de la grève de la faim des blocs-H n'étaient pas faits pour amener la population à évoluer vers des solutions politiques élaborées démocratiquement et calmement. La fin de la grève de la faim, son échec, semble pourtant donner raison aux clubs républicains qui affirment que la solution finale au problème Nord-Irlandais ne pourra être que politique et socialiste. De toutes façons le chemin sera long...

Jean-Christophe Cassard,
Christian Pellen.



Kristian Pellen
entouré de
deux élus
SFWP de
Waterford.

Des missiles pour l'unité ?

L'Irlande est admirablement située dans l'Atlantique Nord: basés sur sa côte ouest, des sous-marins atomiques pourraient facilement contrôler l'espace maritime océanique et préparer l'attaque d'objectifs en URSS...

Malheureusement, la République est un état neutre et n'a donc jamais adhéré à l'Otan. Le cowboy Reagan et les faucons de son entourage ne désespèrent cependant pas d'arriver à implanter des bases US à Bantry Bay ou à Killybegs, au prix de quelques arrangements mineurs. Il suffirait de donner satisfaction apparente au gouvernement de Dublin, c'est-à-dire en clair de l'assurer de la mise en route d'un processus de réunification de l'île doublé d'une masse de crédits, pour qu'il cède à une amicale pression.

Et comme la Grande Bretagne n'a jamais fait de la présence britannique en Ulster un acte de foi (pendant la dernière guerre, d'actives et secrètes négociations entre Londres et Dublin avaient déjà eu lieu à ce sujet), Londres peut marcher dans la combine, pragmatisme oblige. Contre certaines garanties données aux Unionistes, l'Irlande réunifiée passerait dans l'alliance militaire de l'OTAN.

Ce processus est déjà en route et pour le rendre irréversible les Etats-Majors sont en train d'équiper l'Irlande du Nord de missiles Cruise et Pershing 2. Sean MacBride, le fondateur d'Amnesty International, estime qu'entre vingt et trente sites de missiles sont en cours d'étude et doivent rapidement devenir opérationnels.

Ainsi, sous l'œil protecteur de l'Oncle Sam, Dublin tirerait une sacrée épine du pied de Londres et y redorerait un prestige «nationaliste» bien entamé. Seulement, en cas de conflit entre les deux superpuissances, le peuple irlandais (réunifié) serait alors en première ligne...

Si elle n'existait pas...

Le vieux Karl Marx, qui n'a pas pondé que des conneries, écrivait à ses copains Meyer et Vogt, le 9 avril 1870 (déjà!), au sujet du « rapport de la lutte nationale des Irlandais avec la libération de la classe ouvrière »: que « l'ouvrier anglais ordinaire déteste l'ouvrier irlandais, comme un concurrent qui abaisse son niveau d'existence moyen »; qu'il « se sent à son égard membre d'une nation dominatrice »; que « des préjugés religieux, sociaux et nationaux le dressent contre l'ouvrier irlandais »; que « l'Irlande lui rend largement la pareille »; et, finalement, que « l'émancipation nationale de l'Irlande n'est pas (pour la classe ouvrière anglaise) une question abstraite de justice et de philanthropie, mais la première condition de sa propre émancipation sociale » (1).

Membre de la délégation que l'Union Démocratique Bretonne a envoyée en Irlande début septembre dernier pour se faire une meilleure idée de la situation, pour voir et pour écouter, j'ai d'abord reçu, comme chacun le choc d'un pays militairement occupé, avec des paras anglais P.M. au poing patrouillant nerveusement jour et nuit, prêts à tirer sur tout ce qui bouge (cible favorite: les enfants), ayant défiguré le pays par leurs fortifications moyennageuses en plein centre des villages, polluant Belfast avec leurs sales gueules et leurs bagnoles kaki.

J'ai repensé à ce qu'écrivaient Marx et Engels sur l'Irlande, et je me suis dit qu'au fond, rien n'avait changé, sinon en pire (il semble en effet qu'il y a cent ans, on pouvait encore se déplacer librement à Belfast); des quartiers entiers sont abandonnés, les maisons éventrées, les murs couverts de traces



Soldates et soldats de l'I.R.A. lors de l'enterrement de Joe Mac Donnell en juillet dernier.

de balles; ailleurs, ce sont de misérables taudis, avec un taux de chômage qui, dans certains quartiers, dépasse les 50%.

Alors, j'ai été suffoqué d'entendre nos camarades du SFWP nous déclarer qu'il fallait d'abord réunifier la classe ouvrière, participer aux élections, poursuivre le processus démocratique, etc... et qu'ensuite, tout irait bien. Je n'ai pas été étonné qu'ils se soient ainsi mis à dos 90% de la population catholique,

c'est-à-dire Irlandaise, autochtone. Imaginez Alger en 1957, Massu dans la casbah et une sorte de F.L.N. « officiel » vous déclarant tranquillement qu'il faut aller aux urnes entre les barbelés et les tanks, et attendre que ça se passe! Et pendant ce temps-là, des types en train de crever à « Barberousse » (2), d'autres torturés, des perquisitions brutales en pleine nuit chez des gens ordinaires, simplement parce qu'ils sont musulmans (ici: catholiques). Eh bien oui, l'Irlande du Nord aujourd'hui, c'est ça, tout ça et bien d'autres choses en plus: huit siècles de lutte féroce contre l'envahisseur anglais, pour l'indépendance, puis la réunification du pays, le souvenir des grandes famines du XIX^e siècle, l'époque de l'émigration ou la mort.

Comment penser que le peuple irlandais puisse encore tolérer ça longtemps? Qu'il puisse continuer à accepter que des descendants de colons lui fauchent son travail, lui crachent à la gueule, lui tuent ses gosses, lui massacrent son pays? Justement, il en a marre, et même s'il n'aspire qu'à la paix, il ne veut plus de cela, il veut être enfin maître chez lui.

Alors? Si l'IRA n'existait pas, il faudrait l'inventer.

Yvon Le Floc'h.

(1) Citations garanties non sorties de leur contexte, mais y collant au contraire parfaitement: cf. Marx-Engels: « Textes sur le colonialisme », Editions en langues étrangères, Moscou, pp. 352 à 355.

(2) En Irlandais, ça se dit... « Long Kesh ».



Les grilles devant les pubs (ici à Belfast) sont pratique courante ; des voitures sont souvent piégées à proximité.

Quelles solutions pour l'Irlande ?

Les Britanniques quittent avec armes et bagages l'Irlande du Nord ; la coexistence entre les communautés catholique et protestante se réalise peu à peu ; la réunification de l'Irlande devient à l'ordre du jour en même temps que se profile à l'horizon son indépendance par rapport à l'impérialisme britannique et anglo-américain... Voilà un cas de figure qui a au moins un avantage ; celui d'éviter au maximum de faire parler la poudre dans ce pays. Il a par contre un inconvénient majeur, celui d'être pratiquement irréalisable, du moins dans les années qui viennent. Tout au plus parle-t-on actuellement en Irlande du Nord de la mise en place à venir par Londres d'un plan de dévolu-

tion progressive des pouvoirs dans cette partie de l'Ulster. Seamus Lynch et Richard Mac Auley, représentant à Belfast respectivement le Sinn Féin the Workers Party et le Sinn Féin (Provisional), expliquent au « Peuple Breton » les solutions envisageables pour l'Irlande de demain, qu'ils voient l'un comme une « société » l'autre comme une « république », toutes deux socialistes.

Nous leur avons posé les mêmes questions, mais pas au même endroit : il était évidemment hors de question de les réunir dans une même pièce, vu le genre de sentiments qu'ils peuvent nourrir l'un envers l'autre. C'est aux sièges de leurs partis que nous les avons rencontrés. (1)

Première question posée aux deux responsables politiques : leur commentaire sur la signification des élections dans le comté de Fermanagh-South Tyrone, de Bobby Sands et d'Owen Carron en 1981. Selon Seamus Lynch : « Notre parti étant un parti non sectaire, un parti socialiste, il nous fallait participer à cette élection (la seconde) pour donner aux gens une alternative à la politique sectaire menée dans la région par les deux groupes tribaux dominants, à savoir les catholiques nationalistes et les loyalistes orangistes (unionistes). Malgré une faiblesse d'implantation de notre parti dans cette région davantage polarisée que politisée, malgré aussi des moyens financiers insuffisants, nous avons recueilli 1132 voix. Ce score, nous le ressentons comme un encouragement à poursuivre notre politique anti-sectaire, à développer une politique de classe, à continuer à lutter pour la paix, le travail et la démocratie, même si les résultats des deux candidats principaux ont atteint 29.000 voix pour les loyalistes et 31.000 voix pour les « provos ».

Richard Mac Auley, lui, évoque l'élection de Bobby Sands puis celle d'Owen Carron : « Ça a été une grande gifle donnée au gouvernement britannique. Il en a ressenti un tel choc qu'à la suite de cette élection, il n'a rien eu de plus pressé que de changer la loi pour qu'aucun autre gréviste de la faim ne puisse être élu député. Et ceci a démontré aux gens quelque chose de fondamental : ça a été un démenti cinglant aux consignes

de ceux qui leur disent qu'il faut respecter le processus démocratique. Nous, ça nous a conforté dans notre idée que ce ne sera jamais par les voies constitutionnelles (britanniques en l'occurrence) qu'on arrivera à chasser les « Brits » d'Irlande. Dans toutes les situations coloniales, on ressent le besoin d'une action combinée de la lutte politique et de la lutte armée. Mais cela ne signifie pas que le Mouvement Républicain va présenter des candidats partout, car il n'y a aucun intérêt à siéger à Westminster. Participer systématiquement à un tel système truqué, ce serait faire le jeu de l'impérialisme britannique en Irlande. Notre but n'est pas d'entrer dans le système, mais de le détruire, et il faut voir l'élection d'Owen Carron comme l'ouverture d'un nouveau front contre les « Brits », et rien d'autre ».

Si vous vivions en démocratie

Chacun des deux partis exige le départ des troupes britanniques d'Irlande du Nord. Mais les moyens ainsi que les finalités divergent. Selon Seamus Lynch : « Il est très clair, pour les gens engagés politiquement ici, qu'un jour ou l'autre, les Britanniques seront obligés de quitter l'Irlande du Nord. Il n'y a aucun doute à ce sujet. Mais au sein du mouvement ouvrier britannique, dans le parti travailliste, il existe un sous-comité qui recommande l'unification de l'Irlande. Ce qui signifie que si le parti travailliste britannique est le vainqueur des prochaines élections géné-

rales en Grande-Bretagne il peut très bien engager des négociations sur le retrait britannique d'Irlande. Ceci dit, il demeure un problème, ici, en Irlande du Nord, c'est d'arriver à réduire la polarisation des deux communautés. Nous sommes actuellement le seul parti qui préconise l'unité entre les travailleurs protestants et catholiques. Depuis les dernières élections locales, beaucoup de travailleurs ont rejoint notre camp parce qu'ils ont compris cette vérité fondamentale ».

Pour le représentant du SFWP : « L'acquis de sympathie au sein du mouvement ouvrier britannique, et le fait que l'Irlande du Nord coûte très cher à la Grande-Bretagne, sont certes des signes avant-coureurs d'un départ des Britanniques, mais ceux-ci ne pourraient partir en laissant le pays dans l'état où il est. Ici, si nous étions dirigés par un gouvernement démocratique, il est certain que cela contribuerait à hâter ce départ que nous souhaitons, mais pas seulement cela (qui correspond au souhait des « Provos »). Ce que nous voulons, c'est le retrait de l'impérialisme britannique d'Irlande du Nord. »

« Nous ne considérons pas l'Irlande du Nord comme une démocratie » admet également Richard Mac Auley. « Les Républicains pensent que le gouvernement britannique ne lâchera l'Irlande que sous la contrainte. Il a trop d'intérêt ici, qui sont politiques, sociaux, économiques et militaires, pour quitter l'Irlande de lui-même. Et tout ce que nous avons obtenu ici depuis 12 ans, on l'a obtenu par la lutte armée, comme le montre d'ailleurs toute l'histoire de l'Irlande. Mais la lutte armée a besoin d'être soutenue par une action politique apte à contrer la propagande des groupes collaborateurs et, cela aussi, l'histoire de ces 12 dernières années nous l'a démontré. Sans notre action politique, des groupes comme le SDLP et les « Sticks » (2) auraient le champ libre pour fournir toute justification à la politique britannique au Nord, qui apparaîtrait alors comme une honnête tentative de régler les problèmes. Quant à nous, nous expliquons quotidiennement que la lutte armée et elle seule, peut un jour forcer les Britanniques à quitter le pays. Nous pensons avoir déjà réussi à démontrer aux gens qu'ils peuvent eux-mêmes jouer un rôle politique déterminant, prendre leurs propres affaires en mains ; cela est déjà en soi un changement politique majeur ».

Supprimer une dépendance

Le problème de la présence britannique résolu par le départ de ses troupes d'Irlande du Nord, il cèderait sa place à

deux autres: la coexistence à réaliser entre les deux communautés nord-irlandaises et la possibilité ou non de réunifier l'Irlande, avec comme toile de fond la dépendance économique du pays vis-à-vis du capitalisme britannique. Seamus Lynch évoque dans un premier temps la difficulté d'un consensus possible au Nord: « Nos efforts, je le répète, tendent à l'unification de la classe ouvrière. Notre parti, les Clubs Républicains (3), expression du SFWP définit l'ennemi très clairement comme étant les forces de l'impérialisme, qu'il s'agisse de l'impérialisme britannique ou de l'impérialisme anglo-américain. Ceci dit, c'est une tâche difficile d'unir les gens sur les faits de la vie quotidienne. Ainsi nous avons actuellement à Belfast, trois conseillers municipaux dans un conseil très sectaire, dominé par le parti unioniste. Mais nous avons essayé d'amener tous les conseillers élus par la classe ouvrière à travailler ensemble, indépendamment de leur appartenance partisane; ceci n'avait jamais été fait avant. Nous travaillons sur les mêmes bases dans les syndicats, avec quelques succès ».

Selon le représentant du SFWP, il n'est pas question, en Irlande du Nord, d'un régime identique à celui des 26 comtés de la République d'Irlande: « Tout dépend du type de société que l'on veut mettre en place », dit-il. « Nous voulons une société socialiste. Les Provisoires ne sont pas socialistes: c'est une organisation nationaliste catholique. Si on réussit à remettre en place ici la démocratie, il ne fait pas de doute que cela contribuera à remettre en vigueur l'unité de la classe ouvrière. Ce que nous voulons, c'est bâtir sur une politique de classe. Ce qui est certain, c'est qu'ici, les Provisoires seraient très heureux de vivre dans une société du type de celle qui existe dans les 26 comtés en ce moment. Ils ne font pas cas de la dépendance vis-à-vis de l'impérialisme britannique et c'est ce qui fait toute la différence avec notre mouvement. Nous, nous voulons un changement de société amenant le pouvoir des travailleurs dans toute l'Irlande. Alors qu'actuellement en République d'Irlande, 5% de la population contrôlent 80% des richesses. Pour ce qui nous concerne, nous estimons que cette situation est inacceptable ».

Réunifier l'Irlande

En prologue à l'explication pour l'avenir, des propositions du Sinn Féin (Provisional), Richard Mac Auley fait un rappel d'histoire: « Il faut bien comprendre que, de notre point de vue, cette guerre n'est pas une guerre entre catholiques et protestants. C'est une guerre entre d'un côté le Mouvement Républicain représentant le peuple irlandais opprimé, et de l'autre le gouvernement britannique. Malheureusement, les protestants ne l'entendent pas ainsi, ce que l'on peut comprendre quand on connaît la nature historique de notre combat. La population loyaliste continue à avoir une attitude colonialiste et à croire au succès du gouvernement britannique. Ils craignent qu'une Irlande réunifiée ne soit une Irlande dominée politiquement par les catholiques où ils seraient opprimés et où ils deviendraient en quelque sorte les « boat-people » de l'Europe du Nord. Cela, c'est une crainte réelle



Les « murals » ou peintures murales ont aussi cours chez les loyalistes. Slogan : « Pour Dieu et l'Ulster ». En macaron, le « Red Hand Commando » (le Commando de la main rouge) est un escadron d'assaut de l'Ulster Volunteer Force, l'une des principales organisations para-militaires loyalistes.

éprouvée par la classe ouvrière protestante.

C'est pourquoi, depuis 300 ans, ils appuient le gouvernement britannique « l'Establishment » unioniste et leur politique sectaire. Cette attitude remonte au XVII^e siècle, à l'époque de la révolution industrielle en Irlande. Les Britanniques ont alors tout fait pour empêcher que le développement industriel de l'Irlande puisse contrarier celui de la Grande-Bretagne. Et comme le mouvement syndical irlandais était très fort, particulièrement au Sud, la grande bourgeoisie protestante du Nord fit tout pour le diviser en pratiquant au Nord une politique de salaires discriminatoire, en faveur de la classe ouvrière protestante. Il s'est ainsi créé une mentalité qui a pu être décrite comme étant celle d'un camp retranché. Compte tenu de la persistance de cette situation historique, nous estimons donc que notre tâche prioritaire est la réunification physique de l'Irlande, avant la réunification psychologique de sa classe ouvrière ».

« Nous pensons » continue Richard Mac Auley, « que ce n'est qu'ensuite que nous pourrions faire tomber les barrières existant entre les deux communautés ouvrières. Et, de toute façon, cette réunification de la classe ouvrière, on ne pourra jamais l'obtenir simplement en expliquant les choses aux gens; il y a trop d'intérêts en jeu, conscients ou inconscients. Ceci implique que, malheureusement, il ne nous soit pas possible dès à présent de persuader la classe ouvrière loyaliste de rejoindre notre combat. Ce sera une œuvre de longue haleine ».

Pour Richard Mac Auley, le but de l'Armée Républicaine Irlandaise, la branche armée du Sinn Féin (Provisional), c'est l'établissement en Irlande

d'une république socialiste. « Nous voulons une Irlande dans laquelle la classe ouvrière contrôlera les moyens de production et de distribution. Nous voulons en finir avec la situation actuelle, où toutes les richesses de l'Irlande sont concentrées dans les mains de 2 ou 3% de la population, sous contrôle direct ou indirect de Londres ou de Bruxelles, avec la bénédiction des partis politiques pro-capitalistes du Sud, le Fine Gael et le Fianna Fail (4). Mais on ne pourra accéder à cela tant que l'Irlande demeurera divisée. D'ailleurs, l'une des grandes craintes de la bourgeoisie britannique est que la lutte libératrice de la classe ouvrière irlandaise puisse donner des idées à la classe ouvrière anglaise: c'est aussi ce qui explique qu'elle persiste dans sa politique d'oppression nationale en Irlande. Elle pense que si elle perd à Belfast, elle pourrait aussi perdre à Birmingham. Enfin, Karl Marx a bien démontré que l'Irlande devrait d'abord être libre avant que la classe ouvrière britannique ne puisse se libérer. C'est aussi vrai aujourd'hui que ce l'était à l'époque où il l'écrivait ».

(1) Sinn Féin the Workers Party, 6, Spring Field Road, Belfast. Tél. 286.63 — Sinn Féin (Provisional), 51-53 Falls Road, Belfast, Tél. 468-41.

(2) S.D.L.P.: Social Democratic Labour Party — Les « sticks » ou « collants » surnom donné en Irlande aux militants du SFWP.

(3) Ne pas confondre ces « Clubs Républicains » avec le « Mouvement républicain » dont se réclame le Sinn Féin (Provisional).

(4) Après huit mois d'exercice, le gouvernement de Garret Fitzgerald, appuyé à la Chambre des députés par le Fine Gael, a été dissous à la fin janvier de cette année. Ce 18 février, les Irlandais du Sud retrouvaient les urnes et avaient à choisir entre le Finn Gael (allié aux travaillistes sous le gouvernement Fitzgerald) et le Fianna Fail.

L'Atalante : une perspective Art et Essai, dans un esprit populaire

En invitant, fin janvier, Pierre Etaix et « Yoyo » à lancer « l'Atalante » sur la rive droite brestoise, l'association Film et Culture (1) a donné son cachet à venir de cette nouvelle salle, qui dans l'inspiration et le contenu de ses programmes, se rapproche de la « Salamandre » et du « Xénon », autres salles obscures (inaugurées l'an dernier), qui ont également cette particularité d'être hors-monopole, et de vouloir présenter « autre chose » à l'appétit des spectateurs.

Pour Jean Simon, le responsable de Film et Culture, ce lancement a au moins une raison démographique: « Sur une population de 180.000 habitants, le tiers habite à Recouvrance. Sur cette rive droite, il n'y avait pas d'autre salle que le « Paris » qui avait cessé son activité. Acquisition faite de la salle par la munici-

palité, l'association en devient gérante. Mais pas d'une entreprise commerciale, même si avec ses 800 places, « l'Atalante » en présente les particularités: « La seule différence entre une exploitation privée et nous, c'est que nos adhérents ne touchent pas un centime. Les recettes sont investies dans les programmes suivants ».

Avec une perspective « Art & Essai », présenter des films de qualité (« dans un esprit populaire compte-tenu du quartier, et surtout pas élitiste », dit Jean Simon) n'est pas chose évidente. Un exemple: celui de « Georgia » le dernier film d'Arthur Penn. La grande majorité des salles de Vannes, Brest, St-Brieuc, Morlaix ou Lorient appartient au même groupe d'exploitation. Ils constituent donc une force à laquelle s'adresseront

tout naturellement les distributeurs parisiens. Et une salle en dehors du monopole peut toujours attendre: « Il était inutile de seulement essayer d'obtenir ce film en première sortie à Brest. Et pourtant, « l'Atalante » vu ses objectifs et sa situation de cinéma d'un quartier important est parfaitement à même d'assurer une bonne « carrière » à ce type de film. A ce propos, on pourrait ajouter que les média nationaux ont une part de responsabilité dans l'affaire. Certes, ils font une grosse publicité pour le cinéma, et c'est une bonne chose. Mais quels films sont promus? Ceux qui sont assurés de faire une bonne carrière commerciale, avec leur appui ou non. Pourquoi ne pas parler des autres, peut-être plus difficiles, plus confidentiels, mais tout aussi attirants? »

L'association ne fera cependant pas une fixation sur l'actualité cinématographique. Elle en tiendra compte et dans la mesure de ses moyens y participera. Tout comme elle ne négligera pas les reprises. Un panache qui devrait redonner le goût du cinéma à une population dont une partie avait perdu celui de passer le pont de Recouvrance la menant aux néons de la rive gauche.

Au chapitre des projets de l'association (qui organise également des spectacles à l'« Atalante ») celui de créer des événements: « La venue de Pierre Etaix en était un », dit Jean Simon. « Nous comptons bien passer des relations avec (Vautier, Le Garrec) ou en filmation avec (la Bretagne. Mais pas n'importe quoi: le « Cheval d'Orgueil », on le passera jamais. Nous serons également attentifs aux films en relation avec le monde celtique en général. Et quand nous aurons des films en langue bretonne à nous mettre sous la dent, vous pouvez être tranquilles, nous n'hésiterons pas ».

Pierre Gallais

(1) 54, rue St Marc à Brest. Tél. 98/44.34.04. — « L'Atalante » est ouverte tous les jours. Prix des places: 18 F. Tarif réduit à chaque séance: 15 F.



D.R.

« Diva », de Beinx



**BAR
LE TRISKELL**

Place Guérin - BREST
Téléphone : 44.56.65



**peintre
en
lettres**

48, rue du Dourjacq
29200 BREST
Tél. : 02.61.41

A L'ATALANTE, EN MARS

« Wings over the world » de Jack Priestley (Paul Mc Cartney) ; « Renaldo et Clara » de Bob Dylan (avec Dylan et Joan Baez) ; « Diva » de Beinx ; « Passe ton bac d'abord » de Maurice Pialat ; « Des pierres contre des fusils » de Félix et Nicole Le Garrec (du 17 au 22) ; « Tirez sur le pianiste » de François Truffaut.

HENAUULT

Photo - Ciné

5, place Le Flô

LESNEVEN

Tél. 83.00.15

**LIRE et ECRIRE
LIBRAIRIE - PAPETERIE**
22, rue du Mené Vannes

Vous offre un choix important
de livres bretons
et sur la Bretagne

LE SPÉCIALISTE DE VOTRE SOMMEIL



LE SOMMEIL DES GENS HEUREUX

EPEDA - TRECA - DUNLOPILLO

COUVERTURES . COUETTES . LITS
TAPISSERIES . MEUBLES DE CHAMBRE

13 AVENUE JANVIER - 35100 RENNES

T. (99) 79.39.57

REMISE CONFIDENTIELLE = 10%
sur toutes commandes aux lecteurs du Peuple Breton

CRÊPERIE TY-BREIZ

ses spécialités. krampouz ha jistr-mañ

15, rue duquesclin

tél. 37.91.20

Lannion



ÉLECTRICITÉ GÉNÉRALE

17, Avenue de la Libération

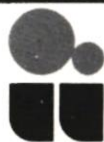
QUIMPER

Tél. 90.63.33

PEINTURE
MOQUETTES
PAPIERS PEINTS
TISSUS MURAUX
AMÉNAGEMENT
D'INTÉRIEURS

iroise-décor

B. LEPROHON / 31, RUE INKERMANN / 29200 BREST
TEL. 02.00.33



IMPRIMERIE DE L'IROISE

Rue François-Lettré, BREST - Tél. 02.28.74

OFFSET - QUADRICHROMIE

Dépliants - Catalogues - Périodiques - Affiches

"Croguemitonfle"

LAINES
PICAUD

LE SAËC

Tricots sur mesures

(Main - Machine)

79, rue de la Porte - 29200 BREST



ENCADREMENTS

"An Houlen"
R. LE SAËC

Peintures - Restauration

45.18.52

41, rue Armorique - 29200 BREST



Biel Le Vourc'h

29214 Landéda

Tél. 04.93.39

Bravoc'h ha gwelloc'h
tiez a vremen

Constructions contemporaines

S'IL y en a un qui connaît Rennes, c'est bien Jean-Yves Veillard. Il y est né, il y a grandi, il y a étudié, et il l'a étudiée, sa ville. Historien, sa thèse, c'est à l'architecture rennaise qu'il l'a consacrée; et aujourd'hui, il y dirige le Musée de Bretagne.

Jean-Yves Veillard vient donc de puiser dans l'iconothèque du musée 160 photographies de «Rennes-naguère», qu'il a réunies et commentées dans un livre particulièrement soigné (1). Naguère, au demeurant, c'est peu dire, car certains documents sont antérieurs à 1860, et, si les plus récents datent de 1939, la plupart ont été fixés sur leurs plaques avant la première guerre mondiale. Ils remontent donc à une époque où la Bretagne était encore un isolat — mais déjà plus sa capitale. Le contraste est d'ailleurs saisissant avec les photographies prises entre 1911 et 1913 par Charles L'Hermitte dans le triangle Douarnenez-Concarneau-Le Faouët (2). Ici, les vêtements, les activités, les fêtes, les visages même sont ceux d'un autre monde, productif, lié au poisson, aux bêtes, à la terre. Rennes, il y a cent ans, avait le dos tourné à la Bretagne profonde: l'université, la justice, l'administration et l'armée regardaient fixement vers l'est les lumières parisiennes ou la ligne bleue des Vosges...

Pourpres et violets

Si les premiers photographes rennais semblent avoir eu une préférence pour les rues et les monuments de leur ville, leurs successeurs du début de ce siècle étaient manifestement attirés par les fêtes et leurs pompes, particulièrement celles qui magnifient la puissance de la religion: la procession quai Duguay-Trouin, c'est quelque chose, et le reposoir du Congrès Eucharistique de 1925! Ah, ce n'est pas la religion austère et omniprésente du Léon, mais au-delà du sépia de la photo, on perçoit les pourpres et les violets des quelque trente dignitaires d'un catholicisme triomphant rassemblés ici...

Les militaires aussi, étaient chez eux à Rennes. Pas seulement lors du procès Dreyfus, mais déjà bien avant, manœuvrant sur l'immense champ de Mars par ailleurs désert, que les photographes du siècle passé ont fixé sur leurs clichés trop contrastés mais au piqué très précis.

Les travailleurs apparaissent relativement peu. Non par choix de J.-Y. Veillard, on s'en doute, ou parce qu'ils étaient rejetés dans les faubourgs: au contraire, c'est au centre de la ville qu'ils habitaient. Mais probablement, parce que les photographes d'alors avaient d'autres intérêts plus liés à la bourgeoisie mabiane, et aussi parce que Rennes n'était pas une ville industrielle: Oberthur, Graff... La liste des manufactures n'était pas longue. Pourtant les photos les plus belles sont sûrement celles du petit peuple de la ville, et s'il fallait en détacher une, ce serait celle des balayeuses, saisies un jour de neige par l'objectif de l'architecte Georges Nitsch.

Le don d'attirer

Il n'empêche que la photographie traduit la difficulté des métiers du tannage,

Rennes naguère : une conjonction réussie

Devant l'Hôtel de Ville. - Photo prise par G. Nitsch lors des élections législatives de 1906. C'est Le Hérissé, anti-dreyfusard mais républicain anti-clérical qui battra Charles Oberthür, libéral et clérical.



et le commentaire sait nous rappeler brièvement qu'au-delà du pittoresque, des blanchisseuses le long du canal, il y avait un état qui n'était guère éloigné de l'esclavage: une domestique de 18 ans qui se noie, en 1913, en lavant le linge de son patron à quatre heures et demie du matin.

Rennes ne se découvre bretonne qu'assez tard, et de manière quelque peu artificielle. Les cercles celtiques enrubannés succèdent curieusement au spectacle médiéval et jugé vulgaire des gitans montreurs d'ours et de singes. Les fêtes, les réjouissances, les sports sont souvent imitation des modes parisiennes et il faudra attendre ces

toutes dernières années pour que Rennes n'ait plus de réticences à s'ouvrir sur la Bretagne.

La qualité technique des photographies anciennes est la plupart du temps remarquable. Peu sont dues à des professionnels. La plupart sont de photographes amateurs, mais le soin des cadrages, les témoignages sobrement rassemblés en font le contraire de la collection de cartes postales. La précision des commentaires accompagnant chaque image est grande, et J.Y. Veillard a le don d'attirer, en quelques mots, notre attention sur l'attitude des personnages, l'intitulé d'une enseigne de magasin, qui sont révélatrices de la société urbaine et de son évolution.

Il faut dire aussi que la réalisation technique du livre — imprimé à Lausanne, c'est une référence! — en fait un modèle. L'utilisation fréquente de la bichromie, l'alternance du bistre et du blanc en fond de page, le soin extrême de la composition et de la mise en page ont bien servi la conjonction rare d'un historien qui a parlé de sa ville sans tomber dans la « petite histoire » et d'une source de documents qu'il a su rendre féconde.

Jean Guéguénat.

(1) «Rennes-Naguère», collection «Mémoire des villes» Payot 1981.

(2) «Souvenirs de Bretagne», photographies de Charles L'Hermitte, Chêne, 1977.

ILLE-ET-VILAINE : UN INDICATEUR HISTORIQUE

Le département, d'accord, ce n'est pas ce qu'on a fait de mieux; mais depuis près de deux cents ans que ça existe, ça a fortement influencé la vie quotidienne. C'est ce qui justifie le remarquable travail réalisé par le dynamique service des Archives d'Ille et Vilaine dirigé par Jacques Charpy: un indicateur historique de ce département*. On y trouvera une somme de renseignements sur ce territoire et son évolution depuis 1789, sur les élus à travers les régimes successifs; sur les représentants du pouvoir central, sur les communes et sur la population. C'est ainsi qu'on peut avoir la liste complète des conseillers généraux de chaque canton, depuis l'origine, avec leur profession, leur date de naissance, leur date d'élection, mais malheureusement pas leur appartenance politique. On peut aussi suivre l'évolution de la population depuis 1794 puisque, pour chaque commune, les chiffres de trente-trois recensements sont indiqués. Il faut ajouter que ce volume est largement illustré, ce qui permet de situer facilement le cadre historique de tel événement marquant.

* Indicateur historique d'Ille et Vilaine, Archives d'Ille et Vilaine, 20, avenue Jules Ferry, 35000 Rennes. 48 F plus port à cette adresse.

Liste d'Union Republicaine de Gauche

CALOMNIES

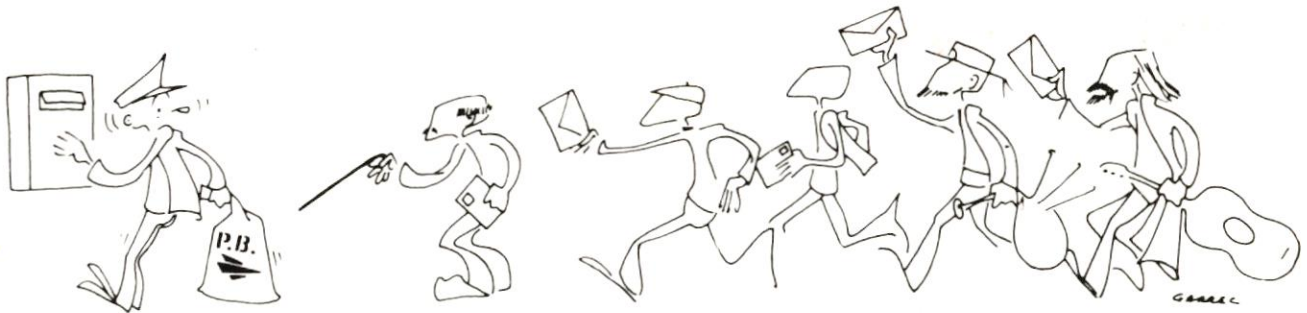
de la dernière heure

Nos adversaires continuent à calomnier, ils attendent pour cela le dernier moment pour nous mettre dans l'impossibilité de répondre.

Notre fortune ne nous permet pas, à nous, d'avoir des autos à notre disposition pour préparer une réponse rapide.

Electeurs, vous nous connaissez, et vous ne vous laisserez pas tromper.

Vu les candidats :
Badier, Chauvel.



COURRIER DES LECTEURS

Nous remercions ceux qui nous écrivent. Précisez si vous désirez l'anonymat.

Plovan: construction à la ferme

En faisant ses courses au bourg de Plovan, ma femme a eu la présence d'esprit de ramasser un tracté de l'UDB, dont le texte, après l'avoir lu avec beaucoup d'attention, me concerne directement. Je suis l'un des premiers à avoir eu des doutes sur le projet de village de vacances de Plovan, car j'étais très convaincu qu'on était embarqué sur un bateau (malgré notre opposition déterminée) par un maire et une partie de sa suite municipale qui sont parents et forment un clan en quête d'intérêts personnels.

Je vous explique brièvement mon cas. Ici, dans l'enceinte de ma ferme, on construit actuellement une résidence pour un opticien résidant au Niger, en dépit de mon opposition farouche. Je suis en effet actuellement en procès pour conserver ma ferme, et ce qui est vraiment scandaleux et monstrueux — je ne trouve même pas le mot qui convient pour définir une situation de ce genre, toute cette affaire me fait très mal au cœur — c'est que l'on construit dans ma ferme, sur un terrain agricole non constructible avant le Plan d'Occupation des Sols et après le POS. Cette construction est l'arrêt de mort de ma ferme.

Le 12.11.79, le préfet oppose un refus à la demande de certificat d'urbanisme. En juillet 80, la DDA et la DDE opposent un avis défavorable à cette demande. Le 1^{er} septembre 80, le maire de Plovan et Germeur contraignent le préfet Jourdan à signer le certificat d'urbanisme en question, par force. Et de ce fait, ils hypothèquent l'avenir de ma ferme malgré les règlements. Le POS est du 3 septembre 80, mais publié au recueil des actes administratifs d'août 80; donc il y a eu, en plus, falsification de document pour passer ce permis.

Le permis est signé par le maire de Plovan le 30 janvier 81, n° 751.60 au nom de Macé; certificat d'urbanisme n° 214.11.80 du 1^{er} septembre 80 au nom de Jean Le Bec, conseiller municipal, parent du maire de Plovan et membre du groupe de travail pour l'élaboration du POS et beau-père de Macé titulaire du permis, mais qui dispose de grandes possibilités de construire sur ses terrains propres; mais non, on veut purement et simplement supprimer ma ferme, alors, que penser d'une telle situation? J'ai des enfants, le chômage existe et on privilégie une construction à l'intérieur de ma ferme pour la clientèle d'un maire ou d'un Germeur.

Raymond Le Bec, Plovan.

(N.B. A l'heure où nous écrivons, le procès évoqué est en cours).

Même si vous ne savez
qu'un peu le breton...

LISEZ AUSSI
POBL VREIZH

Une honnêteté à re-distiller

Tout d'abord je tiens à vous remercier pour le contenu et l'esprit de votre journal. Après m'être abonnée, j'avais décidé d'adhérer à l'UDB. Mais voilà que depuis la lecture du n° de février, j'ai des doutes... Je croyais de bonne foi être de «gauche» et voilà que je me découvre pervertie dans des «écrits au rôle idéologique néfaste».

Eh oui, si je suis abonnée au Peuple Breton, au «Canard de Nantes à Brest» et à «Irlande Libre» j'ai dans ma bibliothèque, pêle-mêle, les Skol Vreizh et Philipponeau, Delumeau et Brekilien, Alain Guel et Jakez Hélias, Bany Cunliffe et «l'inévitable (= indispensable?) Markale, Morvan Lebesque et Kerouac, Segalen et Le Scouezec, René-Guy Cadou et Servat, Glenmor. Je vous fais grâce du reste. Tous dans leur diversité, m'aident à connaître l'histoire, les traditions, la culture, la pensée de mon pays. J'oubliais: j'ai aussi, bien sûr, les œuvres de Paul Keineg (j'ai découvert cet écrivain en lisant «Le cheval couché»).

Et puis j'ai Grall, d'Africa Blues à Solo. Et plus je relis ses livres, plus je ressens de respect et d'admiration pour cet homme hors de la norme, dont la vie a été une quête torturée, une fidélité obstinée. Pour cet écrivain, qui ne s'est jamais payé de mots creux même admirablement ciselés, mais qui nous a offert, livré somptueusement avec toute sa pudeur brûlante et son immense générosité, ses rêves et ses pensées dans des mots arrachés à quel prix?... du fond de l'âme.

Hors des clans et des partis, solitaire, mais tellement fraternel. Hors des modes et des chapelles littéraires, pas «dans le vent», non, s'il s'agit du courant d'air qui agite l'élite intellectuelle (je n'ajoute pas parisienne, cela va de soi), mais chez lui dans les tempêtes

atlantiques!

Je croyais pouvoir être «de gauche» et aimer qui a écrit: «C'est ça la Bretagne aussi: une certaine idée de la révolte. De la liberté. Anti-fasciste. Je suis Breton pour être libre. Pour aimer». Il est vrai qu'il ajoute: «Une politique libertaire, fédérée. Le moins de soldats possible, le moins de chefs, le moins de flics, de bureaucrates».

Monsieur Keineg, tout cléricisme, de tout temps, a eu ses autodafés et ses inquisiteurs aptes à extirper l'hérésie la plus dangereuse: celle qui s'ignore. Je ne suis pas marxiste, mais je me méfie terriblement du cléricisme.

Union Démocratique Bretonne... ces mots sont beaux, et donnent envie d'y adhérer de tout cœur. Mais dans votre article se profile un esprit «démocratique» un tantinet autoritaire: «A ma droite (oh pardon, à ma gauche), dans «nos colonnes», les bons, ceux qui «font honneur à la Bretagne et aux Bretons». Tant pis pour les malheureux à qui vous n'avez pas décerné ce brevet d'honorabilité!

Monsieur Keineg, je vous estime d'avoir l'honnêteté de vos opinions, et de ne pas vous croire obligé de verser des larmes de crocodile sur un écrivain que vous contestiez de son vivant. Mais vous ne vous êtes probablement pas rendu compte de ce que cette note, à la fin de votre article, distille de fiel et de mesquinerie. Vous n'avez sans doute pas réfléchi que le silence est parfois le seul moyen de ne pas se déshonorer.

Normal et sain de ne pas toujours être d'accord et de l'exprimer. Mais pas de mesquinerie.

Marie-Françoise Jolivet, La Turbie.

Vous avez déjà vu un circuit M.P. s'envoyer en l'air?

A la lecture sur l'Amoco (N° 218 du P.B.) j'ai fait un bond. Il s'agit du dernier chapitre de la page 10.

1^{ère} erreur: il ne s'agissait pas d'abord de fermer les vannes, elles leur auraient «pété» à la gueule, car il s'agit d'un circuit d'huile haute pression, mais de stopper les pompes, ce qui sur ce type de navire doit pouvoir se faire du PC Machus. 2^e erreur: ce que l'on peut préconiser avant la construction d'une gâte c'est surtout d'avoir deux circuits de barres indépendantes et pouvant fonctionner en mixte: le circuit d'une pompe avec l'autre et inversement. 3^e erreur: le gâte ne sert qu'à recueillir les petites fuites, (elle est d'ailleurs très bien pour ce boulot) mais avez-vous déjà vu un circuit haute pression s'envoyer en l'air? Ça ne se limite pas une gâte et elle ne sert plus à grand chose. 4^e erreur: ayant une idée des tarifs chantiers, je doute que 2000 F aurait suffi pour construire une gâte, un 0 de plus n'aurait pas été de trop.

En conclusion, le problème n'est pas tout à fait où le placent Gilles Patris et René L'Hottis. Un exemple: il est arrivé au pétrolier français Brumaire le même genre de pépin; corps

de pompe hydraulique éclaté, je crois en 73. Ce pétrolier navigue encore à l'heure actuelle (il se rend actuellement par ses propres moyens au chantier de démolition au bout de 10 ans de carrière) car sur tous les navires, il est possible pour un personnel compétent de manœuvrer la barre en «manuel» et de s'écarter de la côte en attendant que le gros temps passe. C'est ce qu'avait fait le Brumaire avant de rentrer à Brest dès le beau temps revenu.

Je pense donc qu'en dehors du fait que le doublement des circuits est la première chose à réaliser, il faut ensuite faire naviguer ces bateaux avec du personnel qualifié et connaissant le bateau (c'est-à-dire roulement d'équipage) ce n'était pas le cas de l'équipage de l'Olympic Bravery (au moins quatre disjonctions générales avant d'atterrir à Ouessant) ni sans doute de l'Amoco.

Cela n'empêche pas que le reste de l'article est bon et les problèmes soulevés, réels, mais d'un autre côté accordez moi que, pour le bien du journal, je ne puisse laisser passer cela.

Jean-René Thirion, St-Malo.



AUDI 80



AUDI 100



AUDI 200 TURBO



VAG Votre concessionnaire Volkswagen et Audi

M. LE LANNIER

Garage St-Christophe - LANDERNEAU



*à Lorient
une imprimerie
bien équipée
et abordable*

devis gratuit

IMPRIMERIE COMPOSITION D'ARMOR

10, rue Chaigneau - 56100 LORIENT - Tél. (97) 64.19.12

LA VIGNERIE CATALANE

CAVE DE VINS DES PAYS

Catalans - Bordeaux - Cahors

VRAC et BOUTEILLES

17, rue Bruat - St-Martin - Brest

Dégustation gratuite - Tél. 46.29.71

AUBERGE

LE CROAJOU-MEIN



La Croix de Pierre

29218 PLOUGONVEN - Tél. 72.52.55



BRULERIE DE CORNOUAILLE

ETABLISSEMENTS F. TANNEAU

Le spécialiste des cafés fins



BUREAUX ET TORRÉFACTION

Route d'Audierne

Tél. 87.62.81

29 S - PLONÉOUR-LANVERN



TANGUY

Bois - Matériaux

Lannilis - Brest - Landerneau



2, str. ar Roue Gralon
KEMPER

*Embannadurioù ha levrioù breizheg
Pladennoù hag artisanelezh keltiek*

Gweltas ar Fur

Tél. 95.42.82



BACCHUS

BIÈRE - SPIRITUEUX - WHISKY

Halles Saint-Martin

CASH

Route de Guesnou - BREST

Téléphone : 42.11.21

A Mesmerrien, face aux maisons Brosolo

